

SIGNATURE DE TROIS ACCORDS AVEC DES CHINOIS,
TURCS ET AUSTRALIENS

Le partenariat étranger pour booster les mines

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a mis en avant la nécessité d'augmenter la valeur ajoutée du secteur des mines, ce qui permettra de réduire la facture des importations et de développer plusieurs filières industrielles. Et en cela, il a supervisé la conclusion de trois accords et contrats concernant des projets miniers et métallurgiques à Gara Djebilet (Tindouf), à Tala Hamza d'Oued Amizour (Bejaïa) et à Béchar, entre des compagnies nationales et des partenaires internationaux. P 3



ONS

Faid insiste sur l'amélioration de la qualité des données

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a insisté, jeudi à Alger, sur l'amélioration de la qualité des données de l'Office national des statistiques (ONS), tout en assurant leur conformité aux normes internationales, a indiqué le ministère dans un communiqué.

P 2

ENCADREMENT DES
IMPORTATIONS

Les explications du ministre du Commerce



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, jeudi à Alger, que l'Algérie entendait encadrer les opérations d'importation et les rationaliser et non les geler. Les mesures prises à cet égard ont permis de transformer de nombreux importateurs en fabricants et même en exportateurs, précise Zitouni dans sa réponse à une question d'un sénateur sur la régulation des importations, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par Ali Talbi, vice-président du Conseil.

P 5

INDUSTRIE

Vers la fabrication locale d'aluminium

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, jeudi à Alger, l'étude, en cours, d'un projet de fabrication locale d'aluminium en partenariat entre le Holding «IMETAL» et un producteur africain de bauxite, qui est la matière première utilisée dans la production.

P 3

GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE

**Sensibilisation
sur les dangers des
réseaux sociaux** P 4

NOMENCLATURE ALGÉRIENNE
DES MÉTIERS ET FONCTIONS

**Hausse des offres
et des placements
d'emplois** P 16

PLACEMENT COLLECTIF

**La Cosob lance une
consultation pour enrichir le
projet de texte
réglementaire** P 5

SONELGAZ - HYUNDAI
ENGINEERING
**Examen de l'état
d'avancement
des projets
communs**

Le président directeur général (Pdg) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu, jeudi à Alger, le premier responsable de la société Hyundai Engineering, Dong Joon Kim, avec lequel il a examiné l'état d'avancement des travaux relatifs aux projets liant les deux parties, indique un communiqué du groupe public.

Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de la Direction générale de Sonelgaz en présence de cadres principaux des deux sociétés, le niveau d'exécution des décisions et orientations prises lors des réunions précédentes a été examiné.

A cette occasion, le PDG de Sonelgaz a souligné "la nécessité de respecter les délais d'exécution contractuels". Pour sa part, M. Dong Joon a exprimé sa "satisfaction du niveau de coopération et de disponibilité perçu chez Sonelgaz qui a honoré tous ses engagements", conclut le communiqué.

ONS

Faid insiste sur l'amélioration de la qualité des données

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a insisté, jeudi à Alger, sur l'amélioration de la qualité des données de l'Office national des statistiques (ONS), tout en assurant leur conformité aux normes internationales, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Slimane T

Le ministre s'est exprimé lors d'une visite qu'il a effectuée au siège de l'ONS, en présence des directeurs généraux (DG) du ministère des Finances et du DG de l'Office, et ce «dans le cadre du suivi de la prise de mesures correctives et rapides à même de garantir la mise en place de politiques publiques basées sur des données statistiques fiables», précise à même source. Laaziz Faid a appelé, dans une allocution prononcée devant les cadres de l'ONS, à «l'amélioration de la qualité des données, à travers l'activation des outils de travail statistique pour développer les opérations et les méthodes statistiques en vue de garantir la fiabilité des données produites, tout en assurant l'application des normes internationales en termes d'élaboration des statistiques». Il a également souligné la nécessité de «développer l'infrastructure, de codifier les opérations pour garantir un environnement de travail propice, et d'améliorer les opérations internes afin d'atteindre

un maximum d'efficacité et de précision dans la production de données», relevant par la même l'impératif de «mobiliser toutes les compétences en vue de relancer le secteur et de réaliser les objectifs escomptés», ajoute la même source. En outre, le ministre a donné des instructions aux responsables de l'office à l'effet de «poursuivre la reconstitution la base de données, de publier les résultats du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), de lancer l'enquête sur le terrain, y compris l'enquête nationale sur l'emploi pour l'année 2024, et de rendre public les statistiques de l'état civil pour les années 2020-2023». Evoquant l'achèvement du 6e RGPH, le ministre a indiqué que le Premier ministre avait donné son accord pour prolonger les contrats de travail des agents contractuels, ajoutant qu'un «projet d'arrêté interministériel fixant les effectifs et la durée des contrats des agents contractuels exerçant dans le cadre de la mise en œuvre de cette opération, sera adopté dans les prochains jours». Cette démarche répond à «l'importance cruciale que revêt

cette opération pour la collecte des données sociales, démographiques et économiques», explique le ministère des Finances. Par ailleurs, Faid a estimé que la réintégration de l'ONS dans le secteur des finances était «un retour à la normale», soulignant «l'importance capitale de cette mesure pour le secteur, étant un organe central de production et de publication de données statistiques exactes». Mettant en avant les majeures étapes achevées pour garantir une transition «fluide» de la situation de l'Office, dont la tutelle a été au secteur des finances, le ministre des Finances a fait savoir que les services compétents de son ministère œuvraient à prendre toutes les mesures nécessaires devant concrétiser cette démarche. Le ministre a saisi également cette occasion pour écouter les préoccupations des employés et des cadres de l'ONS, saluant, à cet effet, «les efforts consentis pour assurer un travail professionnel et de qualité». Il a souligné, en outre, «l'importance de former et de motiver la ressource humaine pour réaliser les objectifs escomptés».

BANQUES PUBLIQUES

Recrutement d'administrateurs indépendants

Le ministère des Finances lancera demain dimanche prochain un avis d'appel à candidature pour le recrutement d'administrateurs indépendants au niveau des Conseils d'administration des six banques publiques, a indiqué jeudi le ministère dans un communiqué. «Le ministère des Finances se propose de recruter des administrateurs indépendants au niveau des Conseils d'administration de six banques publiques (BNA, BEA, BADR, BDL, CPA, CNEP-Banque) à travers le lancement, sur son site internet, d'un avis d'appel à candida-

ture accompagné de termes de référence, à compter du 12 mai 2024 », annonce la même source. Le ministère des Finances a déjà procédé à la désignation de deux administrateurs indépendants au niveau du Conseil d'administration de chacune de ces banques lors de l'assemblée générale statuant sur leurs comptes de l'exercice 2020, soit en juin 2021, « suite à un processus de sélection objectif et transparent visant l'adoption des bonnes pratiques de gouvernance qui s'inscrit dans le cadre de la réforme bancaire et financière ».

Selon le ministère, le lancement de ce nouveau processus, qui intervient à l'issue d'un mandat de trois années, fait suite à une évaluation de la contribution de ces administrateurs indépendants aux travaux des Conseils d'administration de ces banques publiques. Dans ce cadre, le retour d'expérience a montré que l'introduction d'administrateurs indépendants a impulsé « une nouvelle dynamique » au niveau des banques publiques, souligne le communiqué. « En effet, l'apport des administrateurs indépendants a été appréciable à travers l'in-

tensité des échanges au niveau des Conseils d'administration et le partage d'expériences ayant contribué à l'amélioration des pratiques et de l'action de ces banques », affirme-t-il. A noter que cette procédure s'articule autour d'un appel à candidature « sur la base de termes de référence précis, alignés sur les normes appliquées au niveau international, ainsi que sur les expériences des pays dont les économies sont proches de celle de notre pays, reposant sur des critères de compétence, de probité et d'absence de conflit d'intérêt », explique le ministère.

La sélection sera effectuée par une commission composée des personnalités académiques, ayant « une autorité morale et des compétences reconnues dans le domaine économique, juridique et financier et des cadres du ministère des Finances ». La nomination des candidats retenus à l'issue de ce processus de sélection, sera formalisée à l'occasion des Assemblées générales ordinaires des banques publiques qui seront tenues avant le 30 juin prochain, indique le ministère.

R E.

SALON BATIMATEC 2024

LG Electronics Algérie présente ses solutions de climatisation centralisées

LG Electronics Algérie participe à la 26ème édition de Batimatec, qui se tient du 5 au 9 mai 2024 au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger, en collaboration avec ses distributeurs AK COLD et HVAC Algérie. L'entreprise présente ses innovations en matière de climatisation centralisée, conçues pour répondre aux exigences spécifiques du marché algérien. Devant un public de chefs d'entreprise et de professionnels du secteur, le géant sud-coréen expose ses systèmes de climatisation centralisée hautement performants,

idéaux pour les structures de grande envergure telles que les centres commerciaux, les bureaux, les hôtels, les hôpitaux et les centres commerciaux. Parmi les solutions de climatisation présentées, le système GHP (Pompe à chaleur à gaz) est largement mis en avant. Il s'agit d'un système qui utilise le gaz naturel pour alimenter un moteur endothermique. Cette particularité rend les systèmes GHP très efficaces sur le plan énergétique, ce qui contribue à réduire la consommation électrique liée à la climatisation.

LG Algeria présente l'Inverter SCROLL CHILLER conçus pour minimiser la consommation d'énergie tout en fournissant un refroidissement optimal, qui répond aux exigences de diverses industries en matière de contrôle de la température, tout en mettant l'accent sur l'efficacité énergétique, la fiabilité et l'innovation. De plus, LG Algérie a développé une gamme diversifiée de solutions de climatisation centralisées pour les espaces collectifs et les habitations telles que la gamme de solutions VRV, dont la

marque déposée Multi V5 est l'incarnation. Cette gamme est économique, facile à installer et offre une polyvalence à toute épreuve. LG propose parallèlement le système LG Multi Split pour les résidences particulières ou promotionnelles. Ce système assure le refroidissement et le chauffage de l'ensemble de l'habitation ou de chaque pièce indépendamment par l'installation d'une seule unité extérieure qui prend en charge jusqu'à cinq unités intérieures.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE DE TROIS ACCORDS AVEC DES CHINOIS, TURCS ET AUSTRALIENS

Le partenariat étranger pour booster les mines

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a mis en avant la nécessité d'augmenter la valeur ajoutée du secteur des mines, ce qui permettra de réduire la facture des importations et de développer plusieurs filières industrielles. Et en cela, il a supervisé, la conclusion de trois (03) accords et contrats concernant des projets miniers et métallurgiques à Gara Djebilet (Tindouf), à Tala Hamza d'Oued Amizour (Bejaïa) et à Béchar, entre des compagnies nationales et des partenaires internationaux

Par Réda Hadi

S'exprimant lors de la célébration du 57^e anniversaire de la création de la Société nationale de recherches et d'exploitations minières (Sonarem), tenue à Alger, Arkab a souligné que «Nous sommes tous conscients de ce que peut apporter le secteur des mines pour enrichir de nombreuses industries de transformation en matières minières, d'où l'impératif d'augmenter la valeur ajoutée de ce secteur vers un niveau beaucoup plus élevé».

En effet, l'exploitation des gisements soulagerait d'autant plus la facture des importations, que la création d'emplois. Et ce d'autant plus que ce secteur est un véritable « gisement » d'emplois.

Il s'agit en fait, dans le contexte actuel de réduire les importations et permettre à l'Etat d'économiser des millions de dollars et de générer des revenus à travers l'amélioration des différentes industries telles que le marbre, le Carbonate de calcium, le Barytine, le feldspath, le kaolin, le zinc, et l'or.

Dans ce contexte, donc, et s'agissant de la conclusion de ces accords, on cite le contrat entre l'Entreprise nationale de fer et d'acier "Feraal" (filiale du groupe Sonarem) et la société chinoise "Sinosteel" concernant la construction d'une première unité de prétraitement de minerai de fer au niveau de la mine de Gara Djebilet, d'une capacité estimée à 4 millions de tonnes.

Le 2^e accord concerne la création d'une joint-venture entre l'entreprise turque "Tosyali" et "Feraal", en vue de la réalisation d'une unité de production de concentrés du minerai de fer dans la zone de Toumiat (Béchar), d'une capacité de production annuelle estimée à 1 million de tonnes.

Quant au 3^e accord, il s'agit de la réalisation d'une mine souterraine au niveau du gisement de plomb et de zinc à Oued Amizour, d'une capacité annuelle estimée à 170.000 tonnes de zinc et à 30.000 tonnes de plomb, entre la joint-venture algéro-australienne "West Mediterranean Zinc" (WMZ) et la société chinoise Sinosteel.

Ces accords consacrent des partenariats fructueux dans le secteur des mines, dans le but de renforcer le rôle du secteur dans l'économie nationale à l'avenir. Cette célébration a donc été une opportunité pour le Ministre de souligner l'importance de la plus-value de ces projets.

A cette occasion, le P-dg du groupe industriel "Sonarem", Mohamed Sakhr-Harami, a mis en avant l'importance des projets miniers en cours de concrétisation, durant les dernières années en Algérie. Selon le même responsable, les prochaines années verront le développement de nouveaux projets miniers, à l'instar du gisement de Baryte de Béni Abbas et de manganèse de Béchar, ce qui permet, a-t-il dit, de créer une nouvelle plus-value pour l'économie nationale, en vue d'atteindre à l'horizon 2030, un chiffre d'affaire

de 5 milliards USD pour le groupe. Ces projets miniers, poursuit M. Harami, s'ajoutent au projet de la mine de Gara Djebilet qui permet de doter les usines nationales de sidérurgie en brut de fer et d'économiser environ 2 Mds USD, au gisement de zinc et de plomb de Bejaïa, ainsi qu'au projet de phosphate intégré à l'Est du pays, en vue de la transformation de 10 millions de tonnes de phosphate annuellement.

De son côté, la présidente du Comité de direction à l'Agence du service géologique de l'Algérie Karima Tafer-Bakir a évoqué le rôle pivot de cette instance créée en 2024 et qui repose essentiellement sur la collecte, l'étude et l'analyse des données biologiques en Algérie et sur le recensement des ressources minérales. D'ailleurs c'est dans cette optique, que la stratégie de l'Etat vise la relance du secteur des mines, et se fonde sur la révision du cadre législatif, l'élargissement de la base minière du pays à travers l'élaboration de programmes de recherche minière, outre le développement et la modération de l'élaboration des cartes des ressources minières et mise en œuvre de mégaprojets structurants et le développement du capital humain.

Concernant la révision du code minier, le ministre a affirmé que ce projet « capital » permettra "d'adapter les textes législatifs aux évolutions que connaît le secteur minier et d'accroître son attractivité pour les investisseurs, tout en préservant les intérêts nationaux".

DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES DES
BILLETS

**1000 nouveaux
appareils en
renfort**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki a annoncé, jeudi, que le réseau des Distributeurs automatiques des billets (DAB) d'Algérie Poste sera renforcé avec 1.000 nouveaux distributeurs.

S'exprimant lors d'une plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales à des membres du gouvernement, présidée par le vice-président, M. Ali Talbi, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Basma Azouar, le ministre a indiqué que «l'appel d'offres pour la fourniture de plus de 1.000 DAB d'Algérie Poste, est en cours».

Et de souligner que le réseau des DAB «a augmenté de 42%, durant les deux dernières années, au moment où il ne dépassait pas 1.400 appareils en 2020». M. Bibi Triki a, par ailleurs, fait savoir que son secteur «porte un intérêt particulier à l'encouragement des mécanismes de l'e-paiement, en vue d'éviter le déplacement des citoyens aux bureaux de poste et limiter la circulation des billets, en adoptant les mécanismes de paiement en ligne et via l'application BaridiMob».

Le ministre a, en outre, fait état de 13 millions de citoyens titulaires d'une carte magnétique, à travers le pays, qui leur permet de régler leurs factures et procéder aux différentes prestations commerciales et administratives. Il a, à cette occasion, relevé que la rentrée universitaire de l'année 2023-2024 a vu l'utilisation par 1.700.000 étudiants de la carte magnétique. Concernant le plafonnement des retraits financiers à 200.000 DA/jour à travers les bureaux de poste, le Premier responsable du secteur a estimé que cette mesure «a prouvé son efficacité», notamment lors des occasions et fêtes qui connaissent une grande affluence des citoyens pour le retrait en espèces, ajoutant que le réseau postal compte 4.300 bureaux de poste à travers le territoire national. Le ministre a assuré que les services chargés du suivi des données monétiques fonctionnent de façon continue, pour la prise des mesures adéquates afin d'améliorer l'utilisation des chèques postaux.

R. E.

INDUSTRIE

Vers la fabrication locale d'aluminium

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, jeudi à Alger, l'étude, en cours, d'un projet de fabrication locale d'aluminium en partenariat entre le Holding «IMETAL» et un producteur africain de bauxite, qui est la matière première utilisée dans la production. Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, sous la présidence de Ali Talbi, vice-président du Conseil, en présence de plusieurs membres du gouvernement, M. Aoun a déclaré que «dans le cadre du développement des projets de transformation locale des matières premières, un partenariat sera établi entre IMETAL, des privés et un producteur africain de bauxite pour mettre en place une industrie d'aluminium».

Le partenariat avec un producteur de bauxite, une matière inexistante en Algérie, permettra la mise en place d'une industrie qui répondra aux besoins du marché national en aluminium et ré-

duira la facture d'importation de cette matière, a-t-il précisé.

Toutefois, poursuit le ministre, la fabrication de l'aluminium à partir de bauxite est «polluante», ce qui nécessite de prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver l'environnement. Concernant l'industrie sidérurgique en Algérie, Aoun a indiqué qu'elle a réalisé «un grand saut qualitatif», après que les exportations ont atteint près d'un milliard de dollars.

Il a indiqué que l'Etat a adopté une stratégie visant à développer les grands secteurs industriels, tels que la sidérurgie, à travers l'exploitation de toutes les ressources naturelles, industrielles et humaines, afin de faire sortir cette filière de la dépendance à l'égard des intrants importés, notamment après l'entrée en production du projet Gara Djebilet, qui évitera à l'industrie algérienne d'importer le minerai de fer à l'avenir.

A cet égard, il a relevé que son secteur œuvrait à accompagner tous les opéra-

teurs économiques activant dans le domaine des industries sidérurgiques et minières, «qui connaissent des difficultés et des contraintes, et ce, dans le but de protéger le produit national contre les importations aléatoires».

**Lancement de la fabrication de tôles
métalliques pour l'industrie automobile à
Oran**

Aoun a affirmé que les pouvoirs publics œuvraient, dans le cadre de leur attachement aux acquis socioéconomiques, à accompagner le Complexe "Sider El Hadjar", un pionnier de l'industrie sidérurgique, pour lui permettre de reconquérir sa position au sein du tissu industriel national, et contribuer au développement économique national, à travers la concrétisation d'un plan de développement devenu aujourd'hui «nécessaire» pour se mettre au diapason des transformations technologiques et énergétiques. Aoun a précisé que l'objectif

principal du plan de développement du Complexe, est l'augmentation des capacités de production, ainsi que la diversification des produits de sidérurgie de haute valeur ajoutée et de qualité supérieure. Le ministre a appelé que la première pierre a été posée, récemment, pour l'exploitation du projet de mine de zinc et de plomb de Tala-Hamza de Oued Amizour (Béjaïa), qui contient des réserves exploitables estimées à 34 millions de tonnes pour 20 ans, ce qui est à même de développer cette filière. D'autre part, il a indiqué que l'Algérie est passé ces trois dernières années d'un pays importateur à un pays exportateur dans le domaine de l'industrie sidérurgique, mais «des besoins persistent encore en certains types, comme les plaques métalliques utilisées dans l'industrie automobile». Dans ce cadre, le ministre a annoncé que «le complexe d'Oran entamera la production de cette matière avant la fin de l'année en cours».

R. E.

CARAVANE NATIONALE « UN JEUNE, UNE IDÉE » Coup d'envoi de la 3e édition

Le coup d'envoi de la 3e édition de la caravane nationale « Un jeune, une idée », qui vise à accompagner les jeunes porteurs d'idées pour concrétiser leurs projets, a été donné jeudi à Alger. Lors de la cérémonie de coup d'envoi de cette caravane, qui s'est déroulée en présence de membres du Gouvernement et de représentants d'organismes nationaux, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a fait savoir que cette initiative « avec ses dimensions économiques, sociales et créatives, incarne l'effort d'accompagner les jeunes et les porteurs d'idées créatives et culturelles, ainsi que la combinaison entre la créativité artistique et culturelle d'une part, et la créativité économique de l'autre ». Mme Mouloudji a souligné que cette caravane nationale, lancée par la startup Multi Projects Investissements (MPI), sillonnait 14 wilayas dans l'objectif d'expliquer le concept d'entrepreneuriat aux jeunes Algériens afin de mettre en valeur leur génie et de le transformer en projets réalisables sur le terrain ». De son côté, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé que cette caravane, qui vise à « renforcer l'esprit d'initiative et l'entrepreneuriat chez les jeunes dans différents domaines, notamment dans le tourisme et l'artisanat », intervient dans le cadre de la concrétisation du rôle des jeunes dans la construction de l'avenir de l'Algérie ».

COUVERTURE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une formation au profit des journalistes

Le ministère de la Communication prévoit l'organisation de sessions de formation sur la couverture de l'élection présidentielle, au profit des médias et ce, en collaboration avec la Cour constitutionnelle, a indiqué jeudi un communiqué du ministère. « Le ministère de la Communication envisage d'organiser, en collaboration avec la Cour constitutionnelle, des sessions de formation sur la couverture de la prochaine élection présidentielle, en vue de diffuser une culture constitutionnelle, juridique et professionnelle au sein des médias, à l'effet de couvrir cette échéance », lit-on dans le communiqué. A cette occasion, le ministère invite les médias souhaitant bénéficier de ces formations à inscrire les journalistes concernés en envoyant leurs noms à l'adresse électronique suivante: Ces4@ministerecommunication.gov.dz, conclut la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE

Sensibilisation sur les dangers des réseaux sociaux

Le Groupe Algérien de télécommunications « Télécom Algérie » (GTA) a organisé, avant-hier jeudi, une session de formation et de sensibilisation au profit de journalistes, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, coïncidant le 3 mai de chaque année.

Par Z R

Il a été ainsi l'occasion pour les cadres du groupe GTA de présenter des communications sur les dangers du mauvais usage des réseaux sociaux, en relation avec une campagne nationale lancée récemment par le Ministère de la Poste et des Télécommunications. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du club médiatique spécifique au groupe, offrant une tribune pour discuter des dangers des réseaux sociaux, en parallèle avec la campagne nationale, a déclaré Abderraouf HAMMOUCHE, Chef de Division Groupe Relations Publiques et Marque chez GTA. Saïd Salami, responsable de la sécurité des systèmes d'information au sein du GTA, a souligné l'importance cruciale accordée à la protection électronique et cybernétique par le groupe et ses filiales. Il a mis en avant l'existence d'un comité spécialisé en sécurité informatique et cybernétique chargé de multiples missions, notamment la mise en place de mesures de protection et la lutte contre les menaces présentes et futures. De son côté, Samia Ben Bertaoui, responsable du développement au sein du GTA, a mis en évidence l'usage massif et l'importance croissante des réseaux sociaux en Algérie. Toutefois, elle a averti que ces plateformes représentent un double tranchant, avec l'avènement de l'intelligence artificielle exacerbant les cybercrimes portant atteinte à la vie privée et à la sécurité des données des utilisateurs. Elle a également prodigué des



conseils pour se prémunir contre les dangers potentiels des réseaux sociaux, comme éviter les publicités et les liens suspects, ainsi que sécuriser efficacement son compte pour éviter toute piraterie. Elle a appelé à signaler formellement toute tentative de piratage ou de fraude aux autorités compétentes pour contrer ces réseaux criminels. Yacine Chakchak, cadre chez Algérie Télécom et expert en sciences cognitives, a abordé les risques des réseaux sociaux et de la culture numérique en Algérie. Selon lui, la culture numérique représente une solution optimale pour se protéger contre les diverses menaces électroniques, soulignant son rôle essentiel dans une utilisation consciente et

optimale des réseaux sociaux. « Le cyberharcèlement, la perte de la vie privée et l'addiction aux réseaux sociaux sont les principaux dangers auxquels sont confrontés les utilisateurs des réseaux sociaux », a déclaré l'expert, soulignant l'importance d'une « culture numérique » pour adopter un comportement conscient à l'égard de ces plateformes, ainsi que d'une « citoyenneté numérique » promouvant les meilleures pratiques dans les environnements éducatifs, professionnels et autres. Cela inclut une sensibilisation continue des enfants à la protection de la vie privée et des données, en évitant de partager des informations sensibles, tout en limitant le temps passé sur les réseaux sociaux.

DJELFA

Une marque d'huile d'olive remporte deux médailles d'or en Suisse et au Danemark

L'huile d'olive algérienne « Dahbia » produite à Ain Ouessara (Djelfa) a remporté deux (2) médailles d'or dans deux concours internationaux organisés à Genève (Suisse) et à Copenhague (Danemark), a-t-on appris, jeudi, du patron de cette marque. « Ces deux prix ont été obtenus suite à la participation de la marque d'huile d'olive +Dahbia+ à des concours internationaux sur l'huile d'olive extra vierge. La 1ère médaille d'or a été obtenue au concours international et européen de l'huile d'olive extra vierge (EIOOC) de Genève (Suisse), tandis que la 2ème a été remportée dans un autre concours à Copenhague (Danemark) », a indiqué l'investisseur agricole et promoteur de cette marque, Hakim Alileche dans une déclaration à l'APS. Il a souligné que l'encadrement de ces concours auxquels sa marque a participé est assuré par « des experts en dégustation de renommée mondiale, qui imposent la participation d'un produit de très haute qualité répondant à des normes internationales, dont les résultats sont attestés en laboratoire après des analyses rigoureuses ». A noter que l'huile d'olive « Dahbia » a déjà été distinguée à plusieurs reprises, l'année dernière, notamment à Tokyo (Japon), Oslo (Norvège), Turquie et Athènes (Grèce), aux Etats Unis

d'Amérique(USA) et à Dubaï (Emirats arabes unis). Hakim Alileche a été honoré, par le président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, avec nombre d'investisseurs agricoles, lors des assises nationales agricoles de février 2023, rappelle-t-on.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 mai 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	83	95	71	البطاطا
	Tomate	73	83	63	الطماطم
	Oignon sec	106	115	96	البصل الجاف
	Ail sec	437	512	362	الثوم الجاف
	Carotte	72	81	64	الجزر
	Navet	94	102	85	لفت
	Petit pois	235	255	214	الجبليانة
	Fève verte	95	107	84	الفلول الأخضر
	Courgette	103	114	92	الكوسة
	Haricot vert	325	351	299	الفاصولياء الخضراء
Laitue	100	113	88	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	450	562	339	التفاح المحلي
	Datte	544	669	420	التمر
	Orange	174	219	129	البرتقال
	Citron	156	175	136	الليمون
	Banane	389	402	376	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1818	1578	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	411	423	398	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

ENCADREMENT DES IMPORTATIONS

Les explications du ministre du Commerce

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, jeudi à Alger, que l'Algérie entendait encadrer les opérations d'importation et les rationaliser et non les geler. Les mesures prises à cet égard ont permis de transformer de nombreux importateurs en fabricants et même en exportateurs, précise Zitouni dans sa réponse à une question d'un sénateur sur la régulation des importations, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par Ali Talbi, vice-président du Conseil.

Synthèse Sirine R.

Pour illustrer ses propos, le ministre a relevé que son département avait traité en 2023, 32.550 factures de 7.772 importateurs, d'une valeur avoisinant les 14 milliards USD, soit une augmentation de 38% par rapport à 2022. A partir de ces données, «il s'avère que l'objectif est d'encadrer les importations et non pas de les geler, comme l'avait prétendu certaines organisations régionales et des sphères étrangères, cherchant à exercer des pressions sur l'Algérie et à épuiser ses capacités en devises», souligne-t-il. Ces mesures «ont contribué au développement et à la diversification du tissu économique, d'autant que plusieurs importateurs sont devenus des fabricants pour le marché national, et même exportateurs, notamment dans certaines industries agroalimentaires, ce qui a permis la création de milliers de postes d'emploi», a ajouté Zitouni. Grâce aux mesures de régulation et de rationalisation des importations, la facture d'importation a baissé à 44 milliards USD en 2023, contre 60 milliards USD enregistrés auparavant, et qui avait «conduit notre pays vers l'endettement extérieur, et imposé le recours au financement non traditionnel qui a influencé à son tour de manière négative les taux de croissance économique et ceux de l'inflation», a-t-il soutenu.

Il est prévu que la baisse de la facture d'importation se poursuivra pour 2024, «ce qui reflète l'adoption d'une politique économique intégrée, et non pas une politique d'austérité», selon M. Zitouni. Dans ce contexte, le ministre a affirmé que «plusieurs cercles exercent aujourd'hui une pression sur l'Algérie, pour qu'elle revienne sur certaines de ses décisions souveraines», ajoutant que «nous n'importons point les matières produites dans notre pays». «Certaines parties ont créé une grande agitation médiatique en parlant de la fermeture du commerce extérieur de l'Algérie, alors que nous importons pour une valeur de 44 mds usd, ce qui signifie que ces propos sont totalement infondés», a-t-il poursuivi, ajoutant : «nous sommes ciblés, et nous ne pouvons pas avoir la souveraineté sur nos décisions politiques sans avoir la souveraineté sur nos décisions économiques». Par ailleurs, le ministre a fait état d'un plan «complet et global» pour contrôler les prix, soulignant que la valeur de la monnaie nationale a commencé à augmenter grâce au développement des exportations algériennes, en parallèle avec le début de la baisse de l'inflation et l'abondance de produits de large consommation sur les marchés nationaux, et «cela est attesté par les citoyens, et non par les cercles qui ne veulent pas le bien de l'Algérie et son indépendance, sa souveraineté sur son économie et

sa monnaie forte, et son développement national».

Répondant à une autre question sur les mesures prises pour lutter contre le phénomène de contrefaçon des marques dans le cadre de la protection des droits des consommateurs et des produits authentiques, M. Zitouni a fait savoir que 17 plaintes ont été déposées en 2023 par les opérateurs économiques auprès des services de contrôle relevant du secteur, dont sept concernent des produits alimentaires. En outre, 11 plaintes ont été déposées au cours du premier trimestre de 2024, dont quatre concernent des produits alimentaires, selon le ministre. Les interventions menées concernant ce phénomène ont abouti à l'établissement de 52 procès-verbaux de poursuites judiciaires contre les opérateurs contrevenants, avec la saisie d'une quantité estimée à 31,75 tonnes et 4.718 unités de produits contrefaits, d'une valeur de 8,1 millions DA. Le ministre a appelé, dans ce sens, à ancrer la culture du signalement chez les consommateurs en Algérie et à éviter l'achat de produits contrefaits en raison de leurs dangers et de leurs effets négatifs. Il a révélé, à cette occasion, le lancement d'un atelier par le ministère visant à mettre à jour et à adapter la législation régissant les pratiques commerciales, «en les adaptant aux mutations économiques actuelles, telles que le e-commerce».

UTILISATION DES EAUX ÉPURÉES EN AGRICULTURE ET EN INDUSTRIE

Le ministère de l'hydraulique fixe l'ordre des priorités

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé jeudi, que son département avait établi un ordre de priorités à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'accélération de la mise en œuvre du programme d'utilisation des eaux épurées en Agriculture et en Industrie. Lors d'une séance consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, le ministre a précisé que le secteur œuvrait à l'accélération de la mise en œuvre de ce programme, conformément à un ordre de priorités qui sera respecté, pour atteindre un taux d'exploitation de 60% d'eaux récupérées. Le ministre a rappelé que ce programme avait bénéficié d'une enveloppe financière de 150 milliards DA, avec accord pour la réalisation de la première tranche d'un coût de 34 milliards DA sur trois ans (2023-2026). Ce programme comprend le réaménagement de stations et de systèmes d'épuration des eaux usées, et leur achemi-

nement aux périmètres agricoles. Répondant à une deuxième question sur le phénomène de l'envasement des barrages, M. Derbal a relevé que le secteur avait élaboré un plan pour la prévention de ce phénomène à travers le pays, par le lancement de campagnes de dévasement. Il s'agit de la campagne de 2012-2018, qui a permis l'enlèvement de plus de 16 millions de m3 de vase des barrages des wilayas de Mascara, de Biskra et de M'sila, ainsi que la campagne de 2020-2025, en cours, qui a permis d'enlever 30 millions de m3 de vase des barrages des wilayas de Khenchela, de Mascara, de M'sila, de Skikda, de Béchar, de Relizane et de Aïn Defla. L'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) s'emploie, selon le ministre, à concrétiser des campagnes de reboisement sur les bassins versants des barrages afin de les protéger contre le phénomène d'envasement. Le ministre a également révélé que l'achèvement des travaux du barrage de Boukhroufa, dans la wilaya de Tlemcen, dont le

taux de réalisation actuel est de 80%, interviendra au cours des deux prochains mois, après parachèvement des procédures administratives et juridiques avec l'entreprise réalisatrice. A une troisième question concernant l'extension des superficies agricoles irriguées, le ministre a rappelé la stratégie du secteur et ses efforts pour consacrer 70% des eaux mobilisées annuellement à l'agriculture, en sus de faciliter l'octroi de licences de forage de puits. Le ministre a promis d'œuvrer avec les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture afin de délivrer toutes les licences possibles dans le cadre de la loi et de rechercher des solutions alternatives pour répondre aux aspirations des agriculteurs, en renforçant l'instruction ministérielle conjointe à cet effet. Il a, également, annoncé le lancement de plusieurs études pour des projets de grands transferts d'eau des zones les plus riches en eau vers les zones les moins loties.

R E.

PLACEMENT COLLECTIF

La Cosob lance une consultation pour enrichir le projet de texte réglementaire

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a lancé une consultation destinée aux acteurs du secteur financier pour enrichir un projet de texte organisant et encadrant la constitution des Organismes de placement collectif en capital (OPC), a-t-elle annoncé, jeudi, dans un communiqué. Ces véhicules d'investissement, regroupant les fonds communs de placement à risque (FCPR) et les sociétés d'investissement à capital risque (SICAR), constituent des moyens alternatifs de financement pour les PME, les startups et l'économie nationale dans son ensemble, explique la même source. La consultation réunit l'ensemble des acteurs de la place financière d'Alger, dont les banques, les intermédiaires en opérations de Bourse, l'Union algérienne des assurances, les sociétés de capital-risque, la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV) et le dépositaire central des titres. Une première séance de travail s'est tenue au siège de la Cosob hier, mercredi, dans le cadre de cette consultation dont l'objectif principal est de recueillir les avis, les suggestions et les contributions des parties prenantes afin d'enrichir le projet de règlement et de garantir qu'il soit efficace, transparent et conforme aux meilleures pratiques internationales en la matière. Selon la Cosob, ce type de véhicules d'investissement permet de "mobiliser l'épargne publique et la transformer en investissements réels, de diversifier les sources de financement, de stimuler la croissance économique et de répondre ainsi aux objectifs tracés par les pouvoirs publics en matière de développement économique".

MUTUELLE GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS
Les orientations de Rekhroukh

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu, jeudi à Alger, une délégation de la Mutuelle générale des travaux publics (MGTP), conduite par le président de son conseil d'administration, Abdelkrim Barache, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence du chef de cabinet, il a été procédé à la présentation d'un exposé général sur l'activité de la MGTP et les objectifs à réaliser à court et à moyen termes, ainsi que les perspectives futures. Le ministre a mis en avant «l'importance de la coordination et de la conjugaison des efforts des différents acteurs du secteur en vue de renforcer et de développer la performance de la Mutuelle», assurant le soutien du secteur aux efforts de la MGTP, note le communiqué.

ALGER

Réouverture de la station Etusa d'El Harrach

L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), a annoncé, ce mercredi dans un communiqué, la réouverture de sa station urbaine d'El Harrach, après des travaux d'aménagement et d'extension et d'embellissement qui ont permis de l'équiper de plusieurs commodités, dont un service qui informe les usagers des horaires du passage des bus en temps réel.

« Cette station urbaine est équipée d'un abri bus intelligent, qui permet l'accès à l'information relative au réseau urbain via des codes QR, l'affichage des itinéraires via des girouettes électroniques et, pour la première fois, l'annonce du temps d'arrivée des bus en temps réel, les aléas d'exploitation et la température », précise l'Etusa.

De plus, des salles d'attente sont mises à la disposition des citoyens et qui sont dotées d'écrans d'information voyageurs, des écrans tactiles ayant accès à tous les services de l'Etusa et spécialement « e-Khadamati » pour faciliter les transactions commerciales et une agence commerciale pour la réception, l'orientation et la vente, indique la même source.

La station relookée, ajoute l'Etusa, est aussi équipée d'un mini poste de commandement pour gérer et diffuser les informations relatives à l'exploitation des autobus et la gestion de la station, et de caméras de surveillance pour assurer une meilleure sécurité des usagers de cette station.

INCUBATEUR DES AFFAIRES DE L'UNIVERSITÉ « AHMED BEN BELLA » D'ORAN

Grand engouement des jeunes pour l'auto-entrepreneuriat

L'incubateur des affaires de l'Université d'Oran-1 « Ahmed Ben Bella » enregistre une affluence considérable des jeunes et étudiants désirant se lancer dans l'auto-entrepreneuriat, a souligné, son responsable, Rouane Hassan.

En marge d'une journée de sensibilisation sur « l'auto-entrepreneuriat », organisée par l'incubateur des affaires de l'Université d'Oran-1, M. Rouane a souligné que ce nouveau cadre mis en place par l'État dernièrement en faveur des jeunes porteurs de projets et des étudiants « constitue une nouvelle clé pour le monde de l'entrepreneuriat, outre la création de micro-entreprises et de startups ». Il a souligné que l'étudiant universitaire dispose, désormais, de nombreuses options pour intégrer le monde de l'entrepreneuriat et participer au développement de l'économie locale et nationale.

« Il lui suffit de travailler sérieusement, de trouver une bonne idée et d'obtenir l'accompagnement nécessaire pour la mettre en œuvre », a-t-il ajouté. L'Incubateur d'entreprises de l'Université d'Oran-1 accompagne une cinquantaine d'étudiants porteurs de projets de création de startups et

plus de 70 porteurs de projets, dans le cadre de l'entrepreneuriat classique, tandis qu'il accueille, quotidiennement, des dizaines d'étudiants qui s'enquerraient de ce nouveau cadre et des facilités apportées, selon M. Rouane.

A ce propos, Djeriou Fatima, chargée de la gestion par intérim de la direction des Performances à l'agence d'Oran de la Caisse nationale d'assurances sociales pour non salariés (CASNOS), a indiqué que « la personne souhaitant s'inscrire comme auto-entrepreneur doit en télécharger la demande via la plateforme numérique établie à cet effet, avant de s'inscrire pour obtenir la carte d'auto-entrepreneur, en plus d'une inscription automatique au niveau de la CASNOS ».

Parmi les facilités accordées par la CASNOS à cette catégorie, figurent la couverture sociale à laquelle s'ajoute la carte « Chiffa » avec tous ses privilèges, similaire à

celle des assurés sociaux de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs salariés (CNAS), sachant que ces prestations sont disponibles dans les 15 jours suivant la date d'inscription.

Parmi les avantages pour l'auto-entrepreneur figurent la réduction du montant d'abonnement de 32.400 DA à 24.000 DA et la suppression des pénalités de retard pour le versement de l'abonnement, a ajouté la même intervenante.

De son côté, Ahmad Nadia, directrice des impôts Oran-ouest, a mis l'accent sur les facilités fournies par le service des impôts au profit de l'auto-entrepreneur qui bénéficiera d'un régime fiscal distingué et incitatif, à travers la taxe forfaitaire unifiée fixée cette année à 0,5% du chiffre d'affaires annuel. Elle a souligné que sa direction enregistre, depuis le début de l'année, plus de 100 auto-entrepreneurs qui se sont présentés pour bénéficier de ces avantages.

GUELMA

Lancement des travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique en plein air

Des travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique en plein air, avec ses structures annexes, ont été lancés à la place de la cité Guehdour au centre-ville de Guelma. Cette nouvelle structure destinée aux jeunes sera réalisée au même endroit que la piscine communale qui avait subi des dégradations après avoir été fermée pendant plus de 20 ans, amenant les services de la commune à la démolir et lancer la réalisation de la nouvelle piscine, selon

les explications données à la wali, Mme Houria Aggoune, lors de son inspection du projet courant cette semaine. Sur site, les responsables du projet ont précisé que la future piscine disposera d'un bassin de natation de 350 m², de gradins, d'une cafétéria et d'un promenoir et viendra s'ajouter aux stades de proximité recouverts de gazon synthétique réalisés ces dernières années dans la même cité. Une enveloppe financière de plus de 53 millions DA a été dégagée du budget

de la commune de Guelma pour ce projet, dont le délai de réalisation a été fixé à 12 mois, selon les mêmes explications. La wali de Guelma a affirmé "la nécessité de renforcer le chantier et de respecter les délais contractuels pour réaliser cette piscine et la doter des installations nécessaires conformément aux normes requises pour son bon fonctionnement". Elle a également appelé à réfléchir, dès à présent, à recouvrer à l'avenir cette structure pour en assurer l'exploitation durant

toute l'année et assurer des revenus supplémentaires pour la commune et pour lui permettre de mieux répondre aux aspirations de sa population. Cette structure permettra, à terme, d'accueillir les jeunes baigneurs et atténuer la pression sur les deux autres piscines du chef-lieu de wilaya, à savoir celle du complexe sportif Souidani Boudjemaâ et la piscine communale qui ne répond plus à la demande constante des jeunes de la région, notamment en été.

GUELMA

Une délégation de l'APN visite plusieurs structures culturelles et touristiques et sites archéologiques

Une délégation de la commission de la culture, de l'information et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entamé jeudi une visite d'information sur les potentialités touristiques et le patrimoine culturel et historique de la wilaya de Guelma. Dans une déclaration à la presse au siège de la wilaya, le président de

cette délégation, Abdallah El Alloui, a indiqué que cette visite d'une journée susceptible d'être prolongée concernera certains sites naturels et archéologiques et structures touristiques qui constituent des potentialités réelles pour la relance du secteur touristique et source de richesse du patrimoine culturel matériel et immatériel de la wilaya. Selon M. El Al-

loui, cette visite inclut la forêt récréative des monts Maouna dans la commune de Ben Djerrah, le site de Ghar Djemaâ du Djebel Taya dans la commune de Boudehane et celui des cascades naturelles d'El Araïss dans la région touristique de Hammam Debagh. Les membres de la délégation parlementaire inspecteront de nouvelles structures venues renforcer le

secteur touristique dans la wilaya dont le nouveau village touristique nouvellement mis en service dans le cadre d'un investissement privé à Hammam Debagh, l'hôtel touristique public Mermoura qui vient d'être restauré et relooké, le théâtre romain et le monument historique commémorant le lieu de départ de la marche historique du 8 mai 1945 à

El Kerma. Avant d'entamer son travail, la délégation a été reçue par le wali de Guelma, Mme Houria Aggoune qui a souligné à l'occasion les grandes potentialités touristiques de la wilaya qui figure parmi les pôles du tourisme thermal d'Algérie ainsi que les diverses opérations de développement programmées pour le secteur touristique.

TISSEMSILT

Signature de conventions de coopération et de partenariat entre l'université et plusieurs instances agricoles

Des conventions de coopération ont été signées, mardi, entre l'université de Tissemsilt et plusieurs instances de la wilaya relevant du secteur de l'agriculture, au terme des travaux de deux journées d'étude organisées par la direction des Services agricoles et l'université sous le thème "enjeux de développement local, stratégies et mécanismes de relance du secteur agricole". Ces conventions ont été paraphées entre l'université de Tissemsilt et la

direction des Services agricoles, l'Office national des terres agricoles, la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) et la Chambre agricole de la wilaya, selon le recteur de l'université, Dehoum Abdelmadjid, qui a rappelé que ces conventions visent à promouvoir les connaissances dans les domaines scientifiques, techniques et pédagogiques, à la lumière des préoccupations locales liées à l'activité agricole. A cette occasion, le wali, Fethi Bouzaid, a déclaré qu'il

prendra des mesures, à l'avenir, pour permettre aux universitaires spécialisés dans le domaine de l'investissement agricole de bénéficier des terres récupérées, insistant dans ce cadre qu'ils bénéficieront du soutien et de l'accompagnement, à travers différents programmes et avantages disponibles pour l'investissement, notamment les crédits bancaires. Cette rencontre a été marquée par une présentation exhaustive de la réalité du secteur agricole dans la wi-

laya par la direction sectorielle, appuyée par des chiffres, ainsi que par l'accent mis sur l'importance de l'implication des agriculteurs dans le recensement général de l'agriculture. La rencontre a vu la participation de divers acteurs du secteur, parmi lesquels des agriculteurs, des investisseurs, des banques, des artisans, des élèves, des professeurs et des chercheurs dans le domaine de l'agriculture, dans le but de faire la lumière sur la réalité du secteur.

DESTRUCTION DU CLIMAT

Comment les grandes banques le financent et en tirent profit

Dans le cadre des efforts déployés par le mouvement climatique pour mettre un terme au financement de l'industrie des combustibles fossiles, aucun acteur n'est apparu aussi coupable que les grandes banques. Depuis près de dix ans, les organisations stigmatisent les banques qui soutiennent les industries du pétrole, du gaz et du charbon et les considèrent comme les principaux moteurs du chaos climatique.

3^e partie et fin

Par DEREK SEIDMAN (*)

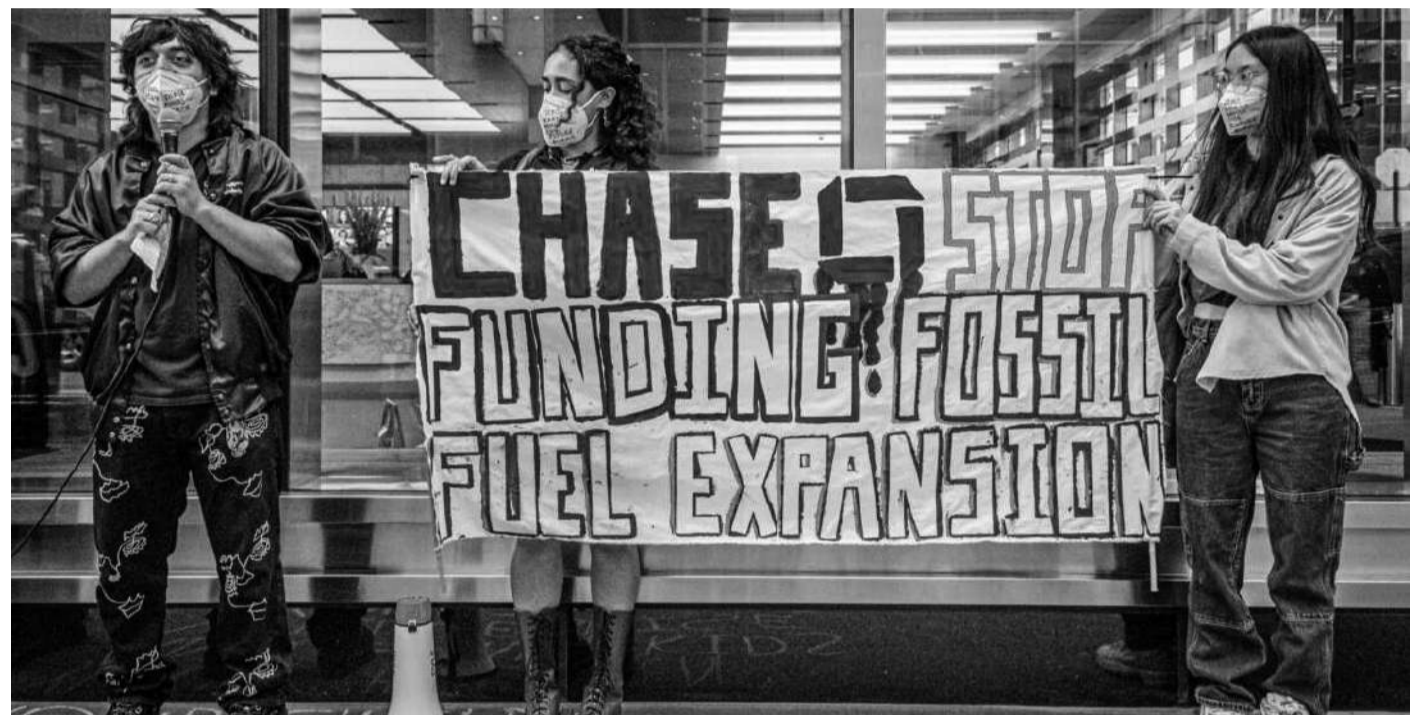
En août 2022, il déplorait auprès de ses clients : « Pourquoi ne pouvons-nous pas nous mettre dans le crâne » que l'Amérique devrait « booster davantage le pétrole et le gaz » (ce qui, selon lui, serait bénéfique pour le climat). En septembre 2022, il a insisté devant le Congrès sur la nécessité pour les États-Unis d'investir davantage dans les combustibles fossiles et a déclaré que si ses banques cessaient de financer de nouveaux produits à base de combustibles fossiles, ce serait « la descente aux enfers pour l'Amérique ». En janvier 2023, il a déclaré à Fox News que « nous avons besoin de pipelines » et de « permis d'exploitation ».

La coalition Stop The Money Pipeline (Coupez les fonds pour les pipelines) est allée jusqu'à affirmer qu'à « divers moments au cours des dernières années », Dimon « s'est essentiellement transformé en lobbyiste des énergies fossiles » : par exemple, lorsque JPMorgan a secrètement envoyé un courriel à l'administration Trump pour renflouer l'industrie pétrolière et gazière au début de la pandémie.

Le financement de JPMorgan dans le secteur fossile n'est pas seulement défendu par Jamie Dimon, mais aussi par son patron : le conseil d'administration de JPMorgan, l'entité qui gouverne l'entreprise et qui a le pouvoir d'embaucher et de licencier les principaux dirigeants. En bref, le conseil d'administration de JPMorgan est un véritable gratin de grands noms de l'entreprise, représentant des secteurs clés allant de l'assurance aux télécommunications, du commerce de détail aux soins de santé, de la défense à l'industrie manufacturière. Ainsi, les administrateurs de l'entreprise – et les affiliations qu'ils détiennent – font tous partie du réseau d'influence plus large qui sous-tend la banque et qui lui permet de jouer un rôle de premier plan dans le soutien au chaos climatique.

Les sociétés représentées au conseil d'administration de JPMorgan, telles que recensées en fonction des affiliations actuelles et passées des membres du conseil d'administration, comprennent : NBCUniversal, GEICO, Amazon, KPMG, United Health, Walmart, Alcoa, Johnson & Johnson, Starbucks, General Electric, IBM et bien d'autres encore. De tels liens montrent que JPMorgan se trouve directement au centre de l'économie américaine et des principales industries qui favorisent l'extraction et l'exploitation.

Il est frappant de constater que Berk-



shire Hathaway, le conglomérat d'investissement appartenant à Warren Buffett, cinquième fortune du monde (dont la richesse atteint une valeur nette de 106 milliards de dollars), a deux liens importants avec le conseil d'administration de JPMorgan. Berkshire Hathaway, rappelons-le, est très attaché aux ressources fossiles et sa branche « énergie et équipements » s'est de tous temps montrée calamiteuse en ce qui concerne les questions climatiques.

Les grands centres de lobbying et les groupes de réflexion comme la Business Roundtable et le Council on Foreign Relations, mais aussi les universités de premier plan comme Northwestern et l'université de Pennsylvanie, sont liés au conseil d'administration de JPMorgan par le biais de réseaux interdépendants. L'une des directrices de JPMorgan, Melody Hobson, est une grande célébrité du monde des affaires – une amie d'Oprah et des Obama, mariée au milliardaire George Lucas, créateur de la Guerre des étoiles. Mme Hobson est également présidente du conseil d'administration de Starbucks et a participé à la supervision d'une campagne historique de démantèlement des syndicats.

Maintenir la pression sur les grandes banques

Avec l'opposition persistante des banques à une action climatique plus agressive et au désengagement du secteur fossile, les perspectives restent sombres pour les défenseurs du climat et de la justice environnementale qui tentent de mettre fin au financement du pétrole, du gaz et du charbon par les banques. Néanmoins, les banques restent un enjeu crucial et stratégique pour le mouvement climatique, et ce pour un

certain nombre de raisons.

Tout d'abord, en tant que cible d'une campagne, elles sont plus vulnérables que l'industrie fossile elle-même. ExxonMobil, par exemple, se consacre essentiellement à la production de pétrole et de gaz, ce qui est son activité principale. Aucune manifestation au siège d'Exxon, par exemple, n'y changera rien. En revanche, Bank of America est une enseigne grand public qui réalise l'écrasante majorité de ses activités en dehors du secteur des énergies fossiles. Alors qu'Exxon – ou Chevron, ou ConocoPhillips, etc. – ne peut abandonner les combustibles fossiles sans devenir une entreprise totalement différente, Bank of America – ou JPMorgan, ou Wells Fargo, etc. le pourrait tout en continuant de fonctionner plus ou moins normalement.

Parce que les banques ont beaucoup moins à perdre que les entreprises du secteur fossile en abandonnant le pétrole et le gaz, et parce qu'elles font des affaires avec des millions de consommateurs et des milliers d'autres entreprises qui se soucient profondément des questions climatiques, elles pourraient être plus faciles à faire changer. En outre, il est prouvé que les banques sont confrontées à un risque financier important lié à la catastrophe climatique et aux activités liées aux énergies fossiles ; un point sur lequel les militants et les actionnaires concernés peuvent continuer à attirer l'attention.

En outre, la stratégie consistant à s'en prendre aux banques a fait ses preuves. Prenons un exemple : en 2019, grâce à la pression exercée par des campagnes telles que la coalition Families Belong Together (Les Familles sont faites pour être ensemble), les organisateurs ont réussi à obliger les banques à mettre un

terme à la quasi-totalité de leurs prêts à terme et lignes de crédit accordés à l'industrie pénitentiaire privée. Et même si cela n'a pas arrêté le Dakota Access Pipeline, la mise en lumière des banques qui finançaient le projet a élargi le domaine de contestation des organisateurs et sensibilisé des milliers de personnes sur le rôle de Wall Street dans le domaine de la construction des infrastructures du secteur fossile.

À l'heure actuelle, de nombreuses organisations et campagnes font tout pour contraindre les banques à rompre leurs liens avec le secteur des énergies fossiles. Par exemple, la coalition Stop the Money Pipeline (Coupez les fonds pour les Pipelines), composée de plus de 200 organisations, mène des campagnes continues ciblant les banques et leurs liens avec l'industrie fossile, et ses membres sont en permanence engagés dans des actions de protestation, d'activisme actionnarial, et dans de nouvelles campagnes et autres actions visant à creuser le fossé entre les banques et l'industrie des combustibles fossiles.

Il s'agit certes d'une tâche ardue, mais les militants doivent continuer de se battre pour faire pression sur les banques – qui, après tout, restent des cibles stratégiques dans la lutte pour le climat avec leurs propres vulnérabilités et failles autour desquelles les campagnes peuvent s'organiser – afin qu'elles cessent de jouer un rôle dans la destruction du climat.

Cet article a été reproduit par Truthout avec autorisation ou licence. Il ne peut être reproduit sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation ou la licence de la source.

Source : Truthout, Derek Seidman, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TURQUIE

La Banque centrale prévoit un pic de l'inflation en mai

Le gouverneur de la Banque centrale de Turquie Fatih Karahan a estimé jeudi que l'inflation commencera à baisser en juin, et revu légèrement en hausse sa prévision pour la fin de l'année, à 38%.

La hausse des prix à la consommation s'est accélérée en avril, pour atteindre 69,8% sur un an.

«Durant le processus de désinflation que nous connaissons à partir de juin, nous continuerons à faire tout ce qui est nécessaire pour réduire l'inflation conformément aux objectifs intermédiaires que nous nous sommes fixés», a indiqué M. Karahan en présentant son deuxième rapport trimestriel.

«Même si la tendance sous-jacente de l'inflation a diminué, elle est restée supérieure à la trajectoire que nous avons prédite dans le premier rapport sur l'inflation de l'année», en février dernier, a reconnu le gouverneur qui laisse présager une nouvelle hausse en mai.

Par conséquent, «nous avons actualisé les prévisions d'inflation pour la fin de l'année 2024 à 38 %» contre 36 % précédemment.

La hausse vertigineuse des prix à la consommation et l'affaissement de la livre turque face à dollar et à l'euro sont jugés responsables du sévère revers électoral infligé au président Recep Tayyip Erdogan et à son parti, l'AKP, lors des municipales du 31 mars.

«Nous avons maintenu nos prévisions pour 2025 et 2026 à respectivement 14 % et 9 %. À moyen terme, nous visons une stabilisation de l'inflation à 5%», a poursuivi le gouverneur.

Le rapport souligne des augmentations de prix particulièrement élevées dans le secteur des services en avril sur l'année, dont 124,5% pour les loyers; 100,8% pour les services de transports et 95,8% dans l'hôtellerie et la restauration ou encore 103,9 % dans l'éducation privée. La banque centrale entend par conséquent poursuivre sa politique de resserrement monétaire entamée en juin 2023, après la réélection de M.Erdogan, poussant son principal taux directeur de 8,5% à 50% le mois dernier.

«Nous sommes déterminés à maintenir notre politique monétaire restrictive jusqu'à ce que l'inflation retombe à des niveaux conformes à nos objectifs» a prévenu M. Karahan.

TOURISME ALTERNATIF EN TUNISIE

Un potentiel à mieux exploiter

La Tunisie ne manque pas d'atouts qui lui permettent de faire de ces nouvelles formes de tourisme un véritable moteur de développement régional et d'attirer une clientèle touristique férue de culture et tournée vers la nature et l'authenticité.

Grâce à sa richesse écologique, mais également à la richesse de son patrimoine culturel, archéologique et culinaire, le pays recèle un potentiel inépuisable en matière de tourisme alternatif.

Tourisme rural, communautaire, culturel ou écologique, si la terminologie diffère, ces appellations gravitent autour du même concept, celui du tourisme alternatif ou plus communément appelé le tourisme durable. En effet, le tourisme alternatif a fait son apparition dans le monde, comme une réponse à l'expansion du tourisme de masse dont les externalités négatives ne sont plus à démontrer. Mentionné pour la première fois lors de la conférence de Manille sur le tourisme en 1980, le tourisme durable est aujourd'hui défini comme «un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs,

en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil». C'est un concept qui réconcilie l'activité touristique avec l'environnement, les communautés locales et les écosystèmes. Car, malgré son important poids économique, le tourisme de masse a, aujourd'hui, montré ses limites: saisonnalité, dépendance vis-à-vis de la conjoncture mondiale, etc. Mais ses conséquences sur l'environnement et la biodiversité demeurent parmi ses effets les plus redoutables.

Selon une étude de la revue Nature Climate Change, le tourisme — s'il était un pays — serait aujourd'hui en 5e position en termes de gaz à effet de serre, derrière les Etats-Unis, la Chine, l'UE et la Russie. Il produit, à lui seul, 8% des émissions totales. Bien qu'il n'existe pas de tourisme «zéro émission», les nouvelles formes de tourisme présentent une

nouvelle manière de penser, concevoir et vivre l'expérience touristique, dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus regardants sur l'impact environnemental de cette activité.

De nos jours, les voyageurs sont de plus en plus conscients des impacts du tourisme de masse et s'orientent vers des formes de voyages plus respectueuses de l'environnement. Cette évolution encourage le développement de produits touristiques durables, marquant ainsi l'émergence d'un tourisme responsable. Dès 2006, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) estimait qu'il fallait accorder une attention particulière aux déserts et au tourisme alternatif, d'une part, en raison de la fragilité de leur écosystème et de leur vulnérabilité et, d'autre part, parce que le tourisme alternatif semble susceptible d'améliorer les conditions de vie des populations locales.

MÉTRO DU CAIRE (EGYPTE)

Le dernier tronçon de la ligne 3 opérationnel le 15 mai

Avec la pression démographique qui s'est accrue des décennies après son inauguration en 1987, la nécessité de travaux d'extension du métro du Caire est devenue évidente. Il s'agit en effet de l'une des principales options de transport en commun dans la capitale égyptienne. En Égypte, le ministère des Transports a annoncé l'ouverture au public du dernier tronçon de la 3ème ligne (3C) du métro du Caire dès le 15 mai prochain. Cette dernière partie s'étend sur 7,1 km et des-

sert « les rues de Wadi El Nil et Gameat Al-Dowal et le quartier de Boulaq Al-Dakroul ». Elle comprend 5 stations, dont 3 souterraines.

La nouvelle section porte à 41,2 km le linéaire total de la ligne 3 qui comprend désormais 34 stations. Ladite ligne relie l'Est et l'Ouest du Grand Caire et offre une interconnexion aux réseaux de monorail, de train léger sur rail (LRT), de BRT (Bus à haut niveau de service) ainsi qu'avec la station Superjet.

Avec la mise en exploitation du dernier tronçon, la capacité de l'ensemble des 3 lignes opérationnelles atteindra 15 millions de passagers par mois, selon l'autorité nationale des tunnels de l'Égypte. L'extension du métro construit depuis plusieurs décennies est destinée à répondre aux besoins accrus de mobilité dans cette ville de près de 20 millions d'habitants, une métropole considérée comme la 2ème plus dense du continent africain en termes de population, derrière Lagos.

Ceci complète les autres grands chantiers ferroviaires entrepris par l'Égypte depuis 2014, dans le cadre d'un plan de refonte du système de trains qui nécessite plusieurs milliards de dollars. Le pays souhaite rompre avec le triste passé qu'a connu ce type de transport, marqué notamment par des accidents répétés et de nombreuses pertes en vies humaines en raison des infrastructures vieillissantes, dont des lignes qui datent des années 1850.

MAURITANIE/CONFÉRENCE DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE USA-AFRIQUE

Le PM se réunit avec les hommes d'affaires mauritaniens

Le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Messoud a tenu, mercredi à Dallas, aux Etats-Unis, une séance de travail avec la délégation d'hommes d'affaires mauritaniens participant à la Conférence de partenariat économique USA-Afrique (US-Africa Economic Partnership Conference).

La réunion a permis d'examiner et de discuter des opportunités et des défis en matière d'in-

vestissement en Mauritanie, ainsi que des meilleurs moyens de tirer profit des programmes de partenariat entre les secteurs privés mauritanien et américain.

Ils ont également discuté des moyens d'améliorer les partenariats dans les domaines des mines et de l'énergie, en particulier des énergies renouvelables.

La réunion s'est déroulée en présence du mi-

nistre de l'Economie et du Développement durable, M. Abdesselam Ould Mohamed Saleh, de la directrice de Cabinet du Premier ministre, Mme Aicha Vall Vergès, de l'ambassadrice de notre pays à Washington SE, Mme Cissé Mint Cheikh OuldBeida, et de M. Mohamed OuldMellainine Ould Khaled, directeur général de la Société Mauritanienne des Hydrocarbures (SMH).

POUR RENFORCER LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE L'UE ET L'ARABIE SAOUDITE

Lancement officiel de la Chambre de commerce européenne en Arabie saoudite

La Chambre de commerce européenne du Royaume d'Arabie saoudite (ECCKSA) a été officiellement inaugurée aujourd'hui traduisant ainsi la volonté des deux parties à développer et renforcer la collaboration économique entre l'Union européenne et l'Arabie saoudite.

De hauts responsables saoudiens et européens ont assisté à cet événement notamment M. Ibrahim Al Mubarak, Ministre adjoint de l'Investissement, M. Luigi Di Maio, Représentant spécial de l'UE pour le Golfe, et M. Christophe Farnaud, Ambassadeur de l'Union européenne en Arabie saoudite, Oman et

Bahreïn.

La création de l'ECCKSA souligne une avancée considérable dans le renforcement des liens économiques entre l'UE et le Royaume et cela en vertu du partenariat stratégique entre l'UE et le CCG annoncé en mai 2022.

Luigi Di Maio, représentant spécial de l'UE pour le Golfe a déclaré : « L'ECCKSA deviendra certainement un point de référence pour les entreprises européennes faisant des affaires dans le Royaume et les entreprises saoudiennes à la recherche de partenaires et de marchés dans l'UE. Elle facilitera les coentreprises et sti-

mulera ainsi le commerce et les investissements dans les deux sens. Notre coopération économique recèle un potentiel et une marge de manœuvre inexploités et nous sommes convaincus que les mois et les années à venir apporteront des progrès plus substantiels et durables »

La chambre servira de plate-forme pour faciliter et dynamiser la coopération commerciale, promouvoir le commerce et l'investissement, et soutenir l'alignement des cadres réglementaires, en favorisant un environnement propice pour les entreprises de l'UE et de l'Arabie saoudite.

La Commission européenne a joué un rôle crucial en soutenant la création de la Chambre, reconnaissant son potentiel afin d'élever les relations économiques à un niveau supérieur et renforcer les mesures destinées à faciliter les échanges entre les deux partenaires. À cet effet M. Ibrahim AlMubarak, ministre adjoint de l'Investissement s'est exprimé sur l'intégration des initiatives de l'ECCKSA puisqu'elles correspondent pleinement avec les objectifs de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, soulignant ainsi l'importance des nouvelles potentialités commerciales dans les secteurs non pétroliers.

HAUSSE DES PRIX DE L'OR

Les conséquences pour 10 pays africains

Le rapport indique que la hausse des prix de l'or, stimulée par les achats des banques centrales et l'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt, bénéficie économiquement aux 10 principaux pays producteurs africains mais pourrait aussi freiner leur diversification économique et encourager l'exploitation minière illégale.

S'il est vrai que la hausse des cours de l'or aura incontestablement des effets positifs sur les réserves en devises et les recettes fiscales des pays africains producteurs de ce métal précieux, il n'en demeure pas moins qu'elle pourrait compromettre leurs efforts de diversification économique, favoriser le développement des activités minières illégales et provoquer une envolée de l'inflation découlant d'une augmentation de la masse monétaire supérieure à celle de la production réelle, selon un rapport publié le 29 avril dernier la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Intitulé « The ongoing gold price rally : Macroeconomic implications for african producers », le rapport rappelle que la tendance haussière des prix de l'or sur le marché international a commencé à la mi-février 2024. Au 12 avril dernier, le prix au comptant de l'once a atteint un record de 2401,5 dollars, soit une augmentation de 21 % depuis la mi-février 2024. La remontée des prix du métal précieux, qui représente un refuge financier face aux fluctuations monétaires, est attribuée à plusieurs facteurs, dont l'anticipation d'un assouplissement des politiques monétaires par les banques centrales.

La relation entre l'or et les taux d'intérêt présente traditionnellement une corrélation négative.

Le prix de l'or augmente lorsque les taux d'intérêt baissent, et diminue lorsque les taux augmentent. Cela s'explique par le fait que la hausse des taux d'intérêt rend les actions, les obligations d'État et d'autres investissements plus attrayants pour les investisseurs. La baisse des taux d'intérêt rend ces actifs alternatifs moins attrayants, ce qui pousse les investisseurs à se tourner vers l'or, et augmente la demande et le prix en conséquence. Les analystes s'attendent dans ce cadre à ce que la Réserve fédérale américaine (Fed) abaisse ses taux directeurs à deux ou trois reprises d'ici fin 2024.

Des tensions géopolitiques croissantes

Le deuxième facteur qui explique le rebond du prix de l'or est l'accélération du mouvement de dé-dollarisation dans plusieurs pays émergents, qui se traduit par des achats massifs du métal jaune par les banques centrales.

A l'échelle mondiale, les banques centrales ont acheté 361 tonnes d'or durant le troisième trimestre 2023, soit une aug-

mentation significative par rapport aux 77 tonnes achetées au cours de la même période en 2022. La Chine et l'Inde sont les principaux acteurs de cette tendance. La flambée actuelle des prix de l'or peut également être attribuée aux tensions géopolitiques croissantes liées au conflit russo-ukrainien et à la situation très tendue au Moyen-Orient. Historiquement considéré comme une valeur refuge, le métal précieux tend à servir de couverture contre les risques géopolitiques mondiaux.

Le rapport indique d'autre part que l'Afrique contribue à hauteur de 25% à la production mondiale du métal précieux. Selon les données du Conseil mondial de l'or, les pays africains ont produit un total de 979,2 tonnes en 2022. Le Ghana, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Mali, le Burkina Faso, la RD Congo, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Togo et la Côte d'Ivoire sont les dix principaux producteurs africains. Dans ces pays, le secteur aurifère représente en moyenne 45% du total des exportations et près de 15% du PIB. Tout changement dans le prix de l'or peut ainsi avoir des implications macroéconomiques significatives pour ces pays et pour l'ensemble du continent.

AU COURS DE L'EXERCICE 2022-2023

850 000 passagers transportés par Air Tanzania

La hausse du trafic de Air Tanzania par rapport à l'exercice précédent est le résultat d'investissements pour accroître les capacités de la compagnie, qui tient un rôle stratégique dans l'apport de trafic pour l'industrie touristique et les aéroports tanzaniens. Au titre de l'exercice 2022-2023, Air Tanzania a transporté 850 000 passagers contre 826 594 passa-

gers la saison précédente, soit une augmentation d'environ 2,91%. Ces chiffres sont constitués de 650 221 voyageurs locaux et 200 439 passagers internationaux. Les volumes de fret aérien ont quant à eux atteint 5 034,2 tonnes, contre 2 680,9 tonnes en 2022/23, soit une hausse d'environ 87,78%. Selon le ministre des Transports, MakameMbarawa, cette perfor-

mance est portée par l'augmentation des capacités du transporteur qui a reçu et mis en exploitation 3 nouveaux avions entre 2023 et 2024, en l'occurrence deux 737-9 Max et un 767-300 Freighter. Il attend aussi un Boeing 787-8 Dreamliner qui devrait arriver d'ici fin mai 2024. Air Tanzania joue un rôle clé dans la politique de promotion du tou-

risme tanzanien qui constitue le plus important secteur apporteur de devises du pays. Cette industrie a généré 3,3 milliards USD de revenus en 2023, avec un flux de 1,8 million de touristes enregistrés. Selon les perspectives du gouvernement, ce chiffre devrait atteindre 5 millions de visiteurs en 2025, avec 6 milliards USD de revenus attendus.

JUSQU'À NOUVEL ORDRE

Le Bénin interdit l'exportation de produits vivriers

Au Bénin, le maïs est la principale céréale cultivée et consommée. Dans le pays, les prix de la céréale ont augmenté depuis quelques mois créant de multiples tensions pour l'approvisionnement des consommateurs et des industriels.

Au Bénin, les exportations de produits vivriers comme le maïs, le riz, le mil, le niébé, les tubercules et leurs dérivés (farines dont le gari) sont désormais interdites jusqu'à nouvel ordre. C'est ce qu'indique un communiqué du Conseil des ministres publié ce 8 mai.

Cette décision vise selon les autorités à garantir l'approvisionnement confortable des consommateurs à un « coût raisonnable » sur le marché intérieur.

Elle s'inscrit dans un contexte où le prix moyen du kg de maïs sur le marché local a grimpé de 57 % depuis janvier pour at-

teindre 365 Fcfa (0,59 \$) à la mi-avril, selon les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie (Instad).

« De nombreux producteurs et commerçants sont portés à satisfaire les demandes en produits vivriers venant de pays étrangers au détriment du marché national. S'il est vrai que dans un contexte de libéralisme économique c'est l'offre et la demande sur les marchés qui déterminent les prix et que la libre circulation des biens est admise dans notre espace communautaire, il n'en demeure pas moins que le phénomène prend une ampleur telle que le consommateur béninois en subit les conséquences », indique le gouvernement.

Dans une déclaration datant d'avril dernier, Gaston Dossouhoui, ministre de l'Agriculture avait notamment mis en

lumière les sorties vers le Nigeria.

« L'importante production avicole au Nigeria ne peut se passer du maïs béninois. Avec toutes ces pressions, il se pose un problème entre l'offre et la demande », avait alors déclaré le responsable. En dehors de ce facteur, le dirigeant avait aussi indiqué que la décision du gouvernement d'interdire les importations de poulets congelés d'ici fin 2024 avait aussi incité les éleveurs à constituer des réserves stratégiques.

Au Bénin, la production de maïs est attendue à 2,5 millions de tonnes pour le compte de la campagne 2024/2025, soit 25 % de plus que la récolte enregistrée en an plus tôt (2 millions de tonnes) d'après les données de la Direction des statistiques agricoles (DSA).

CÔTE D'IVOIRE

Suspension temporaire des achats et exportations d'anacarde

La Côte d'Ivoire s'est hissée en 2021 au rang de 3ème transformateur mondial de noix de cajou derrière le Vietnam et l'Inde. Si ce classement récompense les efforts faits depuis plus d'une décennie, des défis demeurent sur la participation des acteurs privés nationaux à la dynamique.

En Côte d'Ivoire, l'achat d'anacarde pour les exportateurs et l'activité d'exportation de la noix de cajou brute est suspendue de manière temporaire. C'est ce qu'a indiqué une note d'information du ministère de l'Agriculture datant du 7 mai et adressée aux acteurs de la commercialisation. « Seules les opérations d'achat de noix brutes de cajou par les transformateurs et acheteurs agréés en vue de l'approvisionnement des unités de transformation, sont autorisées. La mesure de suspension des exportations ne s'applique pas aux produits qui ont déjà fait l'objet d'une autorisation d'emportage à cette date », souligne le document.

Selon les autorités, la décision a pour but de garantir l'approvisionnement des unités locales de transformation et entre dans le cadre de la « politique nationale de développement et de promotion de l'agroindustrie ». Cette restriction intervient alors plusieurs opérateurs locaux ont fait état ces dernières années de difficultés dans l'achat de noix en raison de la concurrence des acteurs asiatiques qui offrent les prix plus élevés aux producteurs pour alimenter des transformateurs en Inde et au Vietnam. Dans l'industrie, les problèmes récurrents d'accès régulier à la matière première en quantité suffisante pour exploiter les capacités installées de traitement ont contribué à la fermeture de 9 usines depuis 2021, selon les informations relayées par le quotidien local *Fraternité Matin*.

Si dans un tel contexte, la mesure peut donc réjouir les transformateurs locaux, du côté des acteurs de l'exportation en revanche, l'heure est désormais aux tractations. L'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (AEC) a notamment convoqué le 8 mai, une réunion de ses membres pour le 10 mai prochain afin de discuter de la dite décision qui pourrait impacter les opérations.

Pour rappel, en Côte d'Ivoire, près de 80 % de la production est exportée sous forme brute. Le pays prévoit de transformer 320 000 tonnes de noix de cajou en 2024 sur une production attendue à 1,25 million de tonnes.

CAC 40

Bilan très positif à l'issue d'une semaine calme

La Bourse de Paris devrait poursuivre sa série gagnante vendredi matin et ouvrir en hausse, portant le CAC 40 à un nouveau jet de pierre de ses records historiques et renforçant encore le bilan positif affiché sur l'ensemble de la semaine.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC - livraison fin de mois - gagne 25,5 points à 8202,5 points, annonçant un début de journée dans le vert. En dépit d'une activité restreinte en raison du jour férié de l'Ascension, le marché parisien avait réussi à aligner une cinquième

séance consécutive de progression hier en clôturant la séance sur un gain de 0,7% à 8187 points. L'indice CAC 40 - qui se dirige vers une hausse de près de 3% sur l'ensemble de la semaine - se rapproche ainsi sérieusement de son record historique inscrit à la fin du mois de mars, au-delà de 8205 points.

Le regain d'appétit pour le risque a également porté l'indice paneuropéen STOXX 600 et l'indice allemand DAX vers de nouveaux records absolus, à la faveur de la lueur d'espoir qui entoure la reprise de l'économie européenne.

A Wall Street, le Dow Jones a enchaîné hier une septième séance de hausse tandis que l'indice S&P 500 - le baromètre des géants américains - revient au contact de ses records absolus. Alors que les places mondiales évoluent tout près de leurs plus hauts historiques, les investisseurs vont étudier avec attention les indicateurs économiques des prochains jours.

Les intervenants tenteront d'y déceler de nouveaux indices concernant le calendrier des prochaines baisses de taux, aux États-Unis comme en Europe, et d'évaluer les chances de poursuite du rally des actions. Cet après-midi, les investisseurs surveilleront l'indice de confiance du consommateur américain établi par l'Université du Michigan, qui permettra d'en savoir plus sur le moral actuel des ménages Outre-Atlantique.

Les rendements des bons du Trésor améri-

cain sont en légère baisse, à 4,49% pour les titres à dix ans et 4,82% pour le deux ans, affichant peu de changements sur l'ensemble de la semaine.

Le segment deux ans-dix ans de la courbe des taux reste inversé, un signal généralement considéré comme une récession à venir.

En Europe, les rendements de référence confirment leur remontée, à 2,49% pour le dix ans allemand, de nouveau tout proche du seuil des 2,50%, et 2,98% pour son équivalent français.

Le marché continue pourtant à anticiper de manière massive un assouplissement de 25 points de base des taux de la Banque centrale européenne (BCE) le mois prochain. Le marché pétrolier reste ferme et se dirige toujours vers une performance hebdomadaire positive, les investisseurs s'attendant à ce que les pays de l'Opep+ continuent de réduire sa production de pétrole.

Le Brent avance de 0,4% à 84,4 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,8% à 79,9 dollars, ce dernier affichant une hausse hebdomadaire de plus de 2% après sa forte chute subie la semaine dernière.

L'Europe progresse à l'ouverture, le PIB britannique rassure

Les marchés européens progressent à l'ouverture vendredi après la publication du PIB britannique au premier trimestre, meilleur que prévu, et avant un indicateur de sentiment aux États-Unis. À Paris, le CAC 40 avance de 0,45% à 8.224,79 points vers 07h35 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,4%, contre 0,57% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se renforce de 0,57%, l'EuroStoxx 50 de 0,48% et le Stoxx 600 de 0,57%.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en hausse, le Dow Jones avançant de 0,22%, contre 0,21% pour le Standard & Poor's 500 et 0,25% pour le Nasdaq. L'activité au Royaume-Uni a rebondi à un rythme plus important qu'attendu par le consensus, et est sortie de la récession au premier trimestre. Ajoutant à ces perspectives encourageantes, la Banque d'Angleterre a mis en avant sa confiance dans le ralentissement de l'inflation à 2% à l'occasion de sa dernière réu-

nion de politique monétaire, suggérant que ses taux pourraient être assouplis plus qu'attendu par le consensus. L'indicateur de sentiment du Michigan aux États-Unis est attendu à 14h00 GMT et aidera les investisseurs à affiner leurs perspectives pour l'économie américaine. Aux valeurs, Legrand gagne 2,44% après que Citigroup a relevé sa recommandation à "acheter". Sanofi a annoncé vendredi un accord de licence avec Novavax, mais réagit peu en Bourse et prend 0,61%.

La Bourse de Tokyo en hausse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo était en nette progression vendredi 10 mai au matin, emboîtant le pas à Wall Street où les indices ont progressé la veille sur fond de détente des taux obligataires après la publication de données sur l'emploi. L'indice vedette Nikkei gagnait 1,5% à 38.645,81 points vers 01h00 GMT et l'indice élargi Topix prenait 1,25% à 2.747,39 points. Les demandes hebdomadaires d'allocations-chômage aux États-Unis ont bondi à leur plus haut niveau depuis neuf mois selon des chiffres supérieurs aux attentes des analystes publiés jeudi, qui ont rassuré le marché américain. Un ralentissement du marché de l'emploi va dans le sens du combat de la Réserve fédérale américaine (Fed) contre l'inflation, et la nouvelle a fait baisser les taux obligataires.

Nissan anticipe un freinage

Le titre Nissan perdait 1,9%. Le constructeur automobile, allié de Renault, a annoncé jeudi des résultats annuels en forte progression et supérieurs aux chiffres préliminaires qu'il avait dévoilés par surprise en avril, mais il anticipe une baisse de son bénéfice net en 2024/25, subissant l'énorme concurrence électrifiée chinoise.

Sony regarde vers le e-manga

Sony Music Entertainment, filiale du géant japonais Sony (-1,3%) dédiée à ses activités dans la musique et les dessins animés, préparerait une offre en vue d'acquiescer le japonais Infocom, présent dans le manga dématérialisé, pour un montant d'environ 200 milliards de yens (1,2 milliard d'euros), selon des informations de l'agence Bloomberg. Les ventes de e-mangas pour appareils mobiles au Japon, un secteur en pleine expansion, ont représenté 483 milliards de yens (2,9 milliards d'euros) en 2023, soit plus du double des ventes de mangas papier.

Le pétrole en progression

Le dollar progressait à 155,57 yens vers 01h00 GMT contre 155,48 yens jeudi à 21h00 GMT. L'euro montait dans une moindre mesure, à 167,68 yens contre 167,64 yens la veille. Et la devise européenne se négociait pour 1,0780 dollar, contre 1,0782 dollar jeudi. Le pétrole était dans le vert: vers 00h45 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,49% à 79,65 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,39% à 84,21 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mai 2024
Valeur : 13 Mai 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.5532	134.5682
1	EUR EURO	144.4159	144.4455
1	GBP POUND STERLING	167.8349	167.8745
100	JPY JAPANESE YEN	86.3240	86.3502
1	CNY CHINESE YUAN	18.6210	18.6233
1	CHF SWISS FRANC	147.9908	148.0887
1	CAD CANADIAN DOLLAR	97.9495	97.9889
1	DKK DANISH KRONE	19.3627	19.3662
1	SEK SWEDISH KRONA	12.3095	12.3143
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.3242	12.3281
1	AED UAE DIRHAM	36.6291	36.6431
1	SAR SAUDI RIYAL	35.8732	35.8820
1	KWD KUWAITI DINAR	437.1449	437.6202
1	TND TUNISIAN DINAR	42.6666	43.0954
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.4183	13.4198
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4879	27.6287
1	MUR MAURITANIAN OUGUIYA	3.5427	3.5431
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.5765	177.5765

Wall Street en hausse, portée par l'optimisme sur les taux

La Bourse de New York a fini en hausse jeudi, le Dow Jones ayant terminé dans le vert pour une septième séance consécutive, alors que des données sur l'emploi aux États-Unis ont ravivé les espoirs de voir la Réserve fédérale (Fed) baisser les taux d'intérêt cette année. L'indice Dow Jones a gagné 0,85%, ou 331,37 points, à 39.387,76 points. Le S&P-500, plus large, a pris 26,41 points, soit 0,51%, à 5.214,08 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 43,51 points (0,27%) à 16.346,27 points. Depuis le début de l'année, le virage attendu dans la poli-

tique monétaire de la Fed est le principal catalyseur à Wall Street. Les principaux indices s'étaient repliés en avril après des données plus fortes que prévu sur l'inflation, ayant doué les espoirs d'une baisse imminente des taux, et à cause des tensions au Moyen-Orient. L'optimisme renouvelé à propos d'un assouplissement monétaire a de nouveau porté le Dow Jones et permis au S&P-500 de repartir jeudi vers le haut, s'établissant au-dessus des 5.200 points pour la première fois depuis le 9 avril. Des données publiées dans la journée montrent que les inscriptions hebdomadaires

au chômage aux États-Unis ont progressé plus qu'attendu.

Les investisseurs attendent désormais les rapports sur les prix à la consommation et à la production, la semaine prochaine, dans l'espoir qu'ils renforcent aussi la perspective d'une baisse des taux.

Wall Street a été rassurée par la publication, vendredi dernier, du rapport mensuel du département américain du Travail, qui a étayé auprès des acteurs du marché l'hypothèse que la Fed procède à deux baisses des taux cette année.

La baisse des rendements des bons du Trésor américain a aussi profité aux actions, notamment aux valeurs à forte croissance comme Apple, Amazon et Meta Platforms.

Dix des onze secteurs majeurs du S&P-500 ont fini la séance dans le vert, au premier rang desquels l'immobilier.

Côté valeurs, à noter, le repli de 2,3% du fabricant de semi-conducteurs Arm Holdings après une prévision de chiffre d'affaires annuel inférieure aux attentes.

Roblox a plongé de 22,1% à la suite d'une révision à la baisse de ses prévisions pour l'année.

ARGENTINE

Une deuxième grève générale en cinq mois contre Javier Milei

Ni trains ni métro, peu de bus, écoles publiques et banques fermées... La grève de 24 heures paraissait jeudi bien plus suivie que celle du 24 janvier.

Un jour au ralenti aux airs de férié, mais pas un pays totalement à l'arrêt : l'Argentine a vécu jeudi sa deuxième grève générale en à peine cinq mois de gouvernement Javier Milei, signe que la rue hausse le ton face au président ultralibéral, toujours droit dans son programme d'austérité, aux premiers résultats ambivalents. Ni trains ni métro, peu de bus, écoles publiques et banques fermées... Buenos Aires a sonné creux, sans une bonne partie des 3 millions de personnes qui y transitent chaque jour. Mais nombre de commerces et de restaurants restaient ouverts, sur fond de circulation semblable à un dimanche, a constaté en divers secteurs de la capitale. Hormis les gares désertes, image la plus marquante, quelque 400 vols ont été annulés, affectant 70.000 passagers, selon l'Association latinoaméricaine du transport aérien. «La grève n'a pas de force», a clamé le ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, qui a dénoncé des cas de caillassages de bus qui circulaient. Son homologue des Transports a affirmé que les transports publics fonctionnaient à 40%. Le gouvernement a aussi cité l'étude d'une université privée, UADE, selon laquelle les 24 h de grève auront coûté un demi-milliard de dollars à l'économie.

«La grève leur a fait mal», son «succès montre que le gouvernement doit prendre note», a rétorqué la CGT, puissant syndicat péroniste co-organisateur de la grève «contre une politique d'ajustement qui nous pousse aux extrêmes». «Les choses vont très mal, la protestation est compréhensible, les gens ne peuvent acheter

que l'essentiel», se plaignait Alejandro Felipe, cafetier de 59 ans ouvert jeudi, mais désolé du peu de clients.

«Plus de grèves que de réformes»

Très soutenue dans le secteur public, plus diversement dans le privé, la grève de 24 heures paraissait bien plus suivie que celle du 24 janvier, un semi-échec raillé alors par le gouvernement comme la grève «la plus rapide de l'histoire», annoncée en décembre 18 jours après l'investiture de Javier Milei. Cette fois encore, la présidence a dénoncé une grève «strictement politique», des syndicats qui vont «à l'encontre de ce que les gens ont voté il y a cinq mois». «Ce gouvernement a eu plus de grèves que de réformes, c'est assez extravagant», a ironisé le porte-parole présidentiel. De fait, le dernier mois a vu des journées d'action ou manifestations quasi quotidiennes à Buenos Aires, quoique d'ampleur inégale : «la hausse de la conflictivité sociale», selon la CGT. Pour autant, l'impact de la grève de jeudi paraît incertain. Moindre en tout cas que les grandes marches en défense de l'université publique du 24 avril (un million de manifestants dans le pays), plus forte mobilisation hostile à M. Milei à ce jour, et «une leçon pour lui : la première fois qu'il a heurté un mur dans l'opinion publique, car ce qui était en jeu était un bien collectif, transversal», estime le politologue Gabriel Vommaro.

Mais «cela ne doit pas être surinterprété», ajoute l'analyste. Car élu en «homme providen-

tiel arrivé pour résoudre des problèmes que les élites d'avant avaient laissé traîner», Javier Milei «conserve dans l'opinion des noyaux de soutien indemnes, ou du moins assez solides».

Les économies, et après ? De fait, malgré une légère inflexion en avril, plusieurs sondages récents font osciller Javier Milei entre 45 et 50% d'image positive il avait été élu avec 56%. Stabilité spectaculaire pour un gouvernant qui a infligé en peu de mois, entre dévaluation, prix «libérés», dépenses et aides publiques «tronçonnées», «l'ajustement le plus grand de l'histoire de l'humanité», comme le président «anarcho-capitaliste» aime à rappeler. Selon qu'ils invoquent l'équilibre des comptes, la baisse du risque-pays, l'impact micro-social ou les emplois perdus, opposition et gouvernement s'envoient les indices à la figure. Inflation en décélération, de 25% pour le seul décembre à 9% crédits pour avril, ou récession brutale avec -3,2% de recul d'activité sur un an. «Exploit historique» (dixit Milei) d'un budget excédentaire au premier trimestre - inédit depuis 2008 - ou sombre record de pauvreté (41,7% officiellement), jamais vu depuis 2006. «Sacrifice inutile», dénonce l'ex-présidente Cristina Kirchner. «Notre plan fonctionnelle», clairotte Javier Milei. Mais des économistes, y compris libéraux, s'inquiètent de «l'après». «Milei a (...) une seule variable en tête : l'inflation», estime ainsi Carlos Rodriguez, jadis proche du président. «Le plan d'ajustement est simplement de ne rien payer, avec ces premiers mois une réduction des coûts dans tous les secteurs. Mais je ne vois pas de plan».

JAPON

Nouveau recul de la consommation des ménages en mars

La consommation des ménages a de nouveau baissé au Japon en mars (-1,2% sur un an), soit son treizième mois d'affilée de recul sur fond d'une inflation qui continue à progresser plus vite que les salaires dans le pays. Mais le consensus d'économistes sondés par l'agence

Bloomberg prévoyait un repli encore plus prononcé (-2,3%). La consommation dans l'archipel pâtit à la fois de l'inflation et de la faiblesse du yen accentuée par la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon, fragilisant le pouvoir d'achat des ménages. L'inflation, qui était de 2,6% en

mars, dépasse les 2% depuis deux ans au Japon, tandis que les salaires réels (ajustés de l'inflation) sont en recul constant sur cette période. Les choses pourraient cependant évoluer alors que les négociations salariales qui ont lieu chaque printemps au Japon devraient entraîner des augmenta-

tions de plus de 5% cette année, un record depuis plus de trente ans. Un grand nombre de foyers japonais devraient aussi bénéficier en juin des effets d'une réduction d'impôts décidée par le gouvernement nippon, ce qui pourrait également encourager une reprise de la consommation.

LE PIB PROGRESSE DE 0,6% DURANT LE PREMIER TRIMESTRE 2024

Le Royaume-Uni tourne la page de la récession

Le produit intérieur brut britannique a progressé de 0,6% lors des trois premiers mois de l'année, un rebond plus marqué qu'attendu par les économistes. Le Royaume-Uni est sorti au premier trimestre de la récession technique dans laquelle il était tombé fin 2023, alors que son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6% lors des trois premiers mois de l'année, a annoncé vendredi l'Office national des statistiques (ONS). Le PIB britannique avait reculé de 0,3% au quatrième trimestre 2023, après avoir baissé de 0,1% au troisième. Le rebond de l'économie est plus marqué que ce à quoi s'attendaient les économistes, qui tablaient sur une progression de 0,4% au premier trimestre. Deux trimestres de contraction économique d'affilée sont généralement considérés par les économistes comme la définition d'une récession dite «technique». L'économie a connu au premier trimestre «une vigueur généralisée dans les secteurs des services», en particulier dans «le commerce

de détail, les transports publics et la santé», et ce malgré «un autre trimestre en berne dans le secteur de la construction», a détaillé sur X (ex-Twitter) Liz McKeown, directrice des statistiques économiques de l'ONS.

«Un cap» franchi

La croissance du PIB est aussi plus marquée que les prévisions de la Banque d'Angleterre (BoE), qui prévoyait également une progression de 0,4% sur les trois premiers mois de l'année. La BoE, qui a relevé son taux directeur à 14 reprises entre décembre 2021 et septembre dernier pour lutter contre l'inflation, a maintenu sans surprise jeudi son taux directeur à 5,25% jeudi. Mais elle s'est dite «optimiste» sur un reflux de l'inflation qui devrait lui permettre de baisser ses taux dans les prochains mois, et ainsi alléger une mesure qui pèse sur les finances des ménages et des entreprises, et donc sur l'économie. L'institution monétaire a relevé jeudi ses prévisions

de croissance à 0,5% pour l'ensemble de l'année 2024 et 1% en 2025 au Royaume-Uni. L'inflation britannique a légèrement reculé au Royaume-Uni en mars, à 3,2% sur un an contre 3,4% le mois précédent. Elle a nettement ralenti depuis son pic à plus de 11% fin 2022, mais elle reste supérieure à l'objectif de 2% fixé par la Banque d'Angleterre. Si «les choses sont encore difficiles pour beaucoup de gens», l'économie britannique «a franchi un cap», a salué le premier ministre Rishi Sunak sur X vendredi. «Nous nous attendons à la poursuite de la croissance pour le reste de cette année, soutenue par un contexte économique plus favorable», notamment la baisse de l'inflation et la hausse des salaires, a commenté Yael Selfin, économiste chez KPMG. Pour autant, l'amélioration de la croissance «probablement limitée par la faiblesse persistante» constatée en matière de productivité et sur les difficultés à «augmenter le taux d'emploi» dans le pays, a ajouté l'économiste.

HONGRIE

Xi Jinping et Viktor Orban affichent leur proximité stratégique

Après s'être rendu en France puis en Serbie en début de semaine, le président chinois a conclu sa tournée en Europe - la première depuis 2019 - par une étape en Hongrie où il a affiché sa proximité avec son Premier ministre, Viktor Orban, assurant que «les relations sino-hongroises sont à leur apogée». C'est la dernière étape de sa visite en Europe : jeudi, le président chinois Xi Jinping se trouvait en Hongrie, après s'être rendu en France et en Serbie, concluant ainsi sa première tournée sur le Vieux Continent depuis 2019.

Le dirigeant de la super puissance asiatique a rencontré le Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Et les deux hommes ont affiché une certaine proximité, enchaînant cérémonie militaire, dîner de gala et longues discussions, notamment au sein de la résidence officielle de Budapest de Viktor Orban.

Des échanges au cours desquels ils ont notamment conclu des partenariats avec l'annonce de nouveaux projets pour construire des liaisons ferroviaires, mettre en place un oléoduc entre la Hongrie et la Serbie ou encore coopérer dans le secteur nucléaire. Au total, 18 contrats ont ainsi été dévoilés. Ce séjour de quasiment trois jours est l'occasion de «porter notre partenariat stratégique à de nouveaux sommets», a estimé Xi Jinping, la Chine étant devenue le premier investisseur en Hongrie l'an dernier. En effet, partout en Hongrie, les usines de batteries et de voitures électriques poussent à une vitesse impressionnante, pour des investissements de dizaines de milliards d'euros. De quoi susciter les inquiétudes de l'opposition qui dénonce l'opacité entourant les contrats, l'impact environnemental des usines et la corruption. Viktor Orban s'est, lui, félicité du choix fait par Xi Jinping de visiter au sein de l'UE Paris et Budapest ce qui «montre l'importance que prend la Hongrie sur la scène internationale», a indiqué son chef de cabinet Gergely Gulyas. Pour cette visite qualifiée d'«historique» par Budapest, la capitale était d'ailleurs pavée aux couleurs de la Chine, mais surtout sous haute sécurité et les rares drapeaux tibétains déployés par des manifestants étaient soigneusement cachés de la vue de Xi Jinping.

RENAULT 4 E-TECH ÉLECTRIQUE Quelles seront les rivaux de la future 4L ?

Cousine technique de la R5, la future 4L sera plus longue (4,16m) plus haute et surtout endossera le rôle du SUV urbain sur prise de la gamme. Il aura la taille idéale pour cibler de nombreuses rivales tant parmi les "grandes" citadines électriques telle la Citroën C3 que parmi les SUV urbains de poche. Annoncée très clairement par le concept car 4Ever Trophy présenté au Mondial de l'Auto à Paris à l'automne 2022, la future Renault 4 100% électrique deviendra réalité dans la gamme en 2025. La version de série prendra d'ailleurs son premier bain de foule lors du prochain Mondial qui ouvrira ses portes le 14 octobre prochain. Reposant sur le même soubassement que la R5, à savoir la plateforme technique baptisée AmpR Small, la Quatrelle sera en mesure d'en reprendre les trois motorisations électriques de 95, 120 et 150 ch. Idem pour les batteries d'une capacité de 40 et 52 kWh. Question gabarit, la Renault 4 E-Tech aura un format plus imposant que celui de la R5 (3,92 m) avec une longueur voisine de 4,16 m. Une taille très proche de celle de la première mouture du Renault Captur (2013-2019) et qui l'aventure sur les terres de nombreux petits SUV urbains électriques. Mais elle aura une botte plus vraiment secrète, une version fourgonnette que la concurrence lui envie déjà... ou pas.

Jeep Avenger : l'américain qui vise juste

Par son registre formel cubique et rustique, et son format de 4,08 m, le Jeep Avenger, élu Voiture Européenne de l'année en 2023 se positionne en rival immédiat. Sa motorisation électrique de 156 ch est également dans les cordes de la plus puissante des 4L. En revanche, le petit SUV américain montera par la suite en puissance et se dotera d'une transmission intégrale 4xe qui n'est pas prévue au programme pour la Renault. Par ailleurs, pour mettre toutes les chances de son côté, le Jeep Avenger a étoffé son offre à l'aide de motorisations hybrides légères de 136 ch et thermiques pures de 100 ch puisées dans la gamme Stellantis.

Opel Mokka : le rival de taille

Cousin technique du Jeep Avenger, l'Opel Mokka (de type B) lancé en 2021 est aussi un rival de choix pour la Renault 4. Long de 4,15 m, le Mokka joue la carte de la personnalisation notamment à l'aide de son capot noir et laisse le choix entre le thermique, le micro hybride et le 100% électrique. Sous le capot, il peut accueillir des moteurs à trois cylindres essence de 100 et 130 ch, un hybride léger de 136 ch et deux versions branchées de 136 et 156 ch.

Citroën ë-C3 et Fiat Panda

Pour la marque aux chevrons, le nouveau SUV C3 Air-cross (certes électrique et offrant jusqu'à 7 places) est désormais bien trop grand (4,39 m) pour rivaliser avec la Renault 4. Chez Citroën, la concurrence se trouve donc désormais à l'étage inférieur sous la forme de la C3 en version électrique longue de 4,01 m. Ses formes cubiques et son look de SUV personnalisable au moyen d'un toit de teinte distincte de celle de la carrosserie sont clairement dans l'esprit de la 4L. Jumelle technique de la Citroën C3, la future Fiat Panda, dont la révélation aura lieu le 11 juillet prochain, s'en distinguera tout de même par ses panneaux de carrosserie. L'italienne jouera néanmoins une partition mécanique identique avec une machine électrique d'une puissance de 113 ch de quoi cibler la version 120 ch de la "4L".

Peugeot E-2008

La prochaine génération du Peugeot 2008 attendue pour 2026 sera uniquement livrable en électrique. C'est pour cette raison que l'actuelle mouture lancée en 2019 puis restylée en 2023 jouera les prolongations en gardant au catalogue des versions essence et hybrides légères. La nouvelle mouture dont le gabarit sera proche des 4,30 m (comme celui de l'actuel) montera aussi en gamme. Mais la Renault 4 devrait, elle aussi, faire le grand écart entre des versions de bases accessibles, à l'image de celles de son aïeule et des variantes plus huppées notamment badgées Esprit Alpine.

Volkswagen ID.2X et Skoda Epic

Promis par un seyant concept car il y a peu, le futur Skoda Epic de série sera lui aussi dans la veine de la R4. Long de 4,10 m, il sera aussi décliné dans la gamme Volkswagen sous la forme de l'ID.2X. Le Skoda Epic devrait tabler sur un prix de base de 25 000 € et annonce d'ores et déjà une autonomie confortable de 400 km. Le Skoda Epic et le VW ID.2X entreront en lice en 2025.

LORS DES 6 HEURES DE SPA-FRANCORCHAMPS Alpine lève le voile sur son prototype hydrogène Alpenglow Hy4

À l'occasion de l'épreuve de WEC des 6 Heures de Spa-Francorchamps, Alpine a levé le voile sur son nouveau prototype hydrogène baptisé Alpenglow Hy4.



changements à venir, un changement du système de stockage et l'intégration d'un moteur V6 sont à l'étude.

Alpine travaille déjà sur une version V6 de l'Alpenglow

Actuellement, l'Alpenglow Hy4 embarque son carburant hydrogène sous forme de gaz dans trois réservoirs, une configuration qui devrait être modifiée pour gagner en efficacité. « Nous travaillons déjà sur un passage au stockage sous forme liquide pour gagner en performances, en compacité et en vitesse de ravitaillement, explique toujours Bruno Famin. Le prototype Alpenglow est un véritable laboratoire technologique pour le développement des motorisations hydrogène de demain. » En plus de ce premier changement, Alpine travaille également sur une autre version de l'Alpenglow équipée d'un moteur V6 prévue pour la fin de l'année. Alors que le sport automobile tente de lutter face à l'électrification présentant plusieurs contraintes telles que telles que le poids, l'autonomie limitée ou encore la dépendance aux matières premières pour les batteries, la solution de l'hydrogène pourrait bien apparaître comme une aubaine pour plusieurs constructeurs souhaitant conserver certains aspects du moteur à combustion tel que la sonorité si importante pour les puristes. En attendant de voir l'hydrogène faire son arrivée en compétition d'ici 2027, plus de 70 000 spectateurs auront l'opportunité d'observer l'Alpine Alpenglow Hy4 en action avant le départ de la course de WEC des 6 Heures de Spa-Francorchamps.

Après avoir marqué les esprits lors du Mondial de l'Automobile de Paris 2022, Alpine vient de lever le voile sur une première version roulante de l'Alpenglow Hy4. Alimenté à l'hydrogène, le prototype du constructeur français est équipé d'un moteur à quatre cylindres en ligne de 2,0 litres turbocompressé développant 340ch pour atteindre une vitesse maximale de 270 km/h. Presque qu'un an après la présentation de la Toyota GR H2 lors des 24 Heures du Mans 2023, Alpine rejoint le constructeur nippon en montrant un intérêt signifi-

catif pour la future catégorie hydrogène prévue pour les 24 Heures du Mans 2027. « Dans notre démarche de participation active à la décarbonation du sport automobile, nous considérons que la solution du moteur à combustion interne à hydrogène est très prometteuse, déclare Bruno Famin, directeur de la division sportive d'Alpine. Nous savons que l'hydrogène sera une étape essentielle de la décarbonation des prochaines générations de voitures d'Endurance, et pourrait l'être aussi pour les Formule 1. » Construit sur la base d'un châssis de LMP3 fourni par Ligier, l'Alpine Alpenglow Hy4 devrait encore évoluer. Parmi les

10 ANS APRÈS

le gang de cybcriminels du «Mask» fait son grand retour, hélas pour le pire !

The Mask, ou Careto, gang de hackers hispanophone, revient après 10 ans d'absence pour déployer une nouvelle campagne de malware sophistiquée, pour le moment en Amérique latine et en Afrique centrale.

Ils reviennent et ils sont encore plus méchants. La preuve, c'est que les chercheurs du laboratoire Secure List de Kaspersky les ont classés en APT, pour menaces persistantes avancées. Vous ne les connaissez ou reconnaissez peut-être pas ? C'est normal. On n'avait plus vu depuis 10 ans le gang hispanophone The Mask, ou Careto. Un délai largement suffisant, compte tenu de l'augmentation exponentielle des cyberpiratages, pour se faire oublier... ou pour préparer un grand retour.

«FakeHMP», «Careto2», «Goreto» et «Implant MDAemon», les implants comme nouvelle méthode de cyberattaque de The Mask

L'implant est peut-être la raison de la longue absence de 10 ans de The Mask, à la manière de Line Dancer, utilisé dans la cyberattaque des pare-feu Cisco en avril 2024, pour opérer. Les implants sont des infections intentionnelles de la part des pirates. Contrairement aux erreurs qui peuvent conduire à des malwares, ils sont délibérément déployés par les pirates après avoir obtenu un accès aux systèmes. Cet accès peut se faire par des moyens numériques ou physiques. Par exemple, un pirate peut insérer un périphérique USB pour implanter un malware sur un système. Les vulnérabilités ne prennent pas toujours une forme numérique. Les personnes peuvent également constituer une vul-



MDaemon, le serveur de messagerie utilisé comme porte d'entrée par The Mask pour son retour

Selon Georgy Kucherin, chercheur en sécurité chez Kaspersky, la nature et la méthode des cyberattaques menées récemment par The Mask prouvent que le groupe n'a rien laissé au hasard et est resté, durant son absence, à l'affût des dernières méthodes. « Les implants récemment découverts sont des cadres multimodaux complexes, avec des tactiques et des techniques de déploiement à la fois uniques et sophistiquées. Leur présence indique la nature avancée des opérations de Careto », explique-t-il. Pourtant, le retour de The Mask ne s'est pas fait par la grande porte, mais plutôt par le serveur de messagerie MDAemon, utilisé par ses deux victimes, ce qui donne un petit indice sur la nature, sinon l'identité de la cible : de petites ou moyennes entreprises. Après avoir forcé cette porte, ils en ont installé une autre, mais une back door, sur ce serveur, pour prendre le contrôle du réseau et profiter, au passage, de la présence du scan de virus Hitman Pro, utilisé par ses entreprises en guise de protection pour mettre en place leur fameuse persistance.

Quant aux quatre implants, Kaspersky a préféré rester discret sur la faille qui a permis à The Mask de les introduire, pour éviter d'aiguiser les appétits d'autres gangs. Pas folle, la guêpe.

nérabilité, comme un utilisateur qui tombe dans le piège d'un cheval de Troie, ou un acteur malveillant en interne qui plante un malware ou vole des données. En l'occurrence, The Mask en a utilisé quatre pour relancer sa machine cybermalveillante, que Kaspersky a baptisés « FakeHMP », « Careto2 », « Goreto » et « Implant MDAemon ». Alors que Careto2 et Goreto sont spécialisés dans la capture de frappe de cla-

vier et d'écran, FakeHMP vise plus large, en ajoutant à ces fonctionnalités l'enregistrement du micro et le vol de données sensibles, tels les identifiants de connexion ou de documents classés confidentiels. MDAemon, quant à lui, a fait office d'éclaircisseur en analysant la configuration des systèmes des victimes, avant d'exécuter des commandes par mouvement latéral, à la mano, pour être sûr d'adapter la méthode au réseau ciblé.

RESSOURCES HUMAINES ET IA

Adoption timide mais réelle défiance

Un récent sondage mené par OpinionWay pour Kelio, éditeur et intégrateur de solutions informatiques, révèle un scepticisme significatif des RH vis-à-vis de l'IA dans le cadre de leur travail. L'étude "L'intelligence artificielle et les Ressources Humaines en entreprise" révèle en effet que 76% d'entre eux ne sont pas enclins à utiliser les outils d'IA et que 54% expriment des réserves quant à la qualité du travail réalisé par ces technologies. Cette enquête a été réalisée sur un échantillon de 301 responsables des ressources humaines (RHR ou DRH), au sein d'entreprises privées françaises de 20 salariés et plus, du 21 février au 11 mars dernier. S'ils perçoivent le potentiel de l'IA dans le traitement de leurs tâches administratives ou chro-

nophages, les RH redoutent encore les défis liés à l'usage de l'IA en termes de fiabilité et de sécurité des données.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE

Un scepticisme clairement affiché

Seulement 9% des responsables RH interrogés ont déclaré utiliser des outils d'IA dans le cadre de leurs fonctions, une large majorité d'entre eux (76%) affirment ne pas vouloir le faire et 54% ne pas avoir confiance dans l'IA. Les résultats de l'enquête révèlent des disparités générationnelles et organisationnelles dans l'adoption de l'IA. Les jeunes responsables RH (moins de 30 ans) montrent un intérêt plus marqué pour ces nouvelles technologies (25% expriment le désir

de les utiliser) par rapport à leurs homologues plus âgés (13% pour les 40 ans et plus). De même, les entreprises de plus de 250 salariés semblent plus enclines (25%) à envisager l'utilisation de l'IA que les entreprises de taille moyenne (11% pour les entreprises de 20 à 49 salariés).

Les freins à l'adoption de l'IA

Les freins à l'utilisation de l'IA remontés par les responsables RH sont les suivants :

- L'incompatibilité des outils IA avec leurs procédures actuelles (pour 41% des répondants) ;
- Le respect de la confidentialité et la sécurité des données personnelles (38%) ;
- Le manque de compétences et de formation spécifique (32%) ;
- Résistance au changement parmi leurs collaborateurs (29%) ;

- Les coûts liés à l'implémentation d'outils IA dédiés (22%) ;
- Le manque de solutions IA adaptées à leurs besoins spécifiques (21%) ;

Cependant, malgré ces défis, les RH reconnaissent le potentiel de l'IA notamment pour le recrutement (41%) et la gestion administrative (45%), deux de leurs domaines d'intervention principaux. Une large majorité de professionnels des RH (87%), se déclare prête à déléguer à l'IA une partie de la gestion du processus de recrutement et ce, plus particulièrement dans sa phase préparatoire : rédaction de l'offre d'emploi (57%), publication et diffusion des annonces (63%). Ils pourraient également y avoir recours pour le traitement des candidatures reçues, notamment

pour la vérification des informations fournies par les candidats (51%) et la gestion des candidatures retenues (45%). Par contre, pour eux, le contact humain demeure essentiel, surtout lors des phases critiques telles que la sélection et l'intégration des candidats. La plupart d'entre eux se refusent à confier entièrement ces étapes clés à l'IA : seulement 10% des répondants sont prêts à lui laisser la responsabilité des entretiens initiaux. Ils sont encore moins nombreux à envisager de lui déléguer la négociation avec les candidats retenus (8%) et la sélection finale (6%) qui sont considérées comme des moments où l'instinct humain et l'interaction directe sont indispensables.

Mots fléchés

Pigeons blancs			Convient		Échine		Arme automatique (initiales)		Dame		Jadis le loup
Bel oiseau	Sépare		En ce lieu		Organe récepteur				Paradis terrestre		
								Organe d'un sens			
								Chauve-souris			
Bijou	Roches ferriques						Expulsée				
	Brillant						Entre l'URSS et la Russie (initiales)				
						Habitation africaine					Grand lac américain
						Frangins					
Voix qui change			Délicat								
Ceinture jaune			Inventé								Substance
		Mer européenne		Sortie	Glissé				Île de France		
									Unités forestières		
Alcaloïde							Singe-araignée		Situé à l'étude		
Usés									Saison		
					Insuffisances						
Certificat	Natives					Écimé					Un de nos voisins
	Pacotilles					Toilettes publiques					
			Beau château					L'Irlande gaélique			
			Commune du Cher					Empereurs russes			
Représentation	Recueil d'anecdotes	Prénom féminin				Petit lieutenant			Annonce la suite		
		Geindre				Id est					
					Contestes				Qualité d'huiles (initiales)		
					Figé				Coiffure papale		
Force							Astate		Affole		Arrose Paris
Proclamées											
						Suppliais					
						Écharpes					
Jeune comédienne	Péninsule d'Asie		Général confédéré				Assaisonnée				
			Paris sous les romains				Fleuve outre-Rhin				
								Femme du rajah			
								Vaincu			
Erbium		Sur une plaque néerlandaise		S'écrouler							Orateur grec
Risquant											
				Chanteuse française					Partie tendre		
				Manche au tennis					Levant		
Petite pomme	Offensé						Petits socles				Petit tour
	Praséodyme						Langue du sud				
			Cérium			Bêtes				Pour unir	
Donne							Couteau à lame rétractable				

ALNAFT partage l'expérience algérienne avec des experts kenyans

Le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Mourad Beldjehm, a reçu une délégation kenyane du secteur de l'énergie, en visite en Algérie pour s'enquérir de près des capacités et de l'expérience algérienne dans le domaine de l'énergie, indique jeudi un communiqué de l'Agence. Conduite par l'ambassadeur de la République du Kenya en Algérie, Peter Katana Angore, la délégation, reçue mercredi et composée d'experts, est en visite à Alger à «l'effet de prendre connaissance de toute l'activité de la chaîne Hydrocarbures et s'enquérir de près des capacités et de l'expérience algérienne dans le domaine de l'énergie», explique la même source.



LARBAOUI REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ITALIE

Renforcer le partenariat entre les deux pays

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a reçu, ce jeudi à Alger, l'ambassadeur de la République d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au Palais du Gouvernement, les deux parties ont évoqué « l'état des relations bilatérales privilégiées et les perspectives de leur développement dans plusieurs domaines, ainsi que l'attachement commun à œuvrer de concert pour le renforcement du partenariat entre les deux pays à la lumière des conclusions des rencontres échangées entre les dirigeants des deux pays, notamment la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Italie en mai 2022 », lit-on dans le communiqué.

Les discussions ont, également, porté sur « les moyens de renforcer la coordination et l'action commune dans le cadre du +Plan Mattei+ pour soutenir le développement en Afrique, outre la conjoncture régionale et internationale actuelle, notamment le génocide perpétré contre le peuple palestinien sur les territoires palestiniens occupés, particulièrement à Ghaza », conclut la même source.

PÊCHE

Badani rassure les pêcheurs

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur veillait à améliorer les conditions socioprofessionnelles des pêcheurs, lit-on dans un communiqué du ministère. Le ministre qui a reçu le président de la chambre de la Pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Mostaganem, Malik Terrab, a écouté les préoccupations des professionnels soulevées par M. Terrab, ajoute la même source. Dans ce cadre, le ministre a souligné que son département ministériel veillait à "une application rigoureuse des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des pêcheurs, en coordination avec les partenaires des différents secteurs, en vue d'assurer un développement optimal de la filière". (APS)

LA NOMENCLATURE ALGÉRIENNE DES MÉTIERS ET FONCTIONS

Hausse des offres et des placements d'emplois

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a déclaré jeudi soir à Mascara, que "la nomenclature algérienne des métiers et fonctions a permis une hausse de 35% d'offres et de placements d'emplois au cours du premier trimestre de l'année 2024". Supervisant la mise en service du siège de l'Agence locale de l'emploi de Tighennif, qui a bénéficié des travaux d'aménagement, dans le cadre de sa visite d'inspection à la wilaya, le ministre a indiqué que "la nomenclature algérienne des métiers et des fonctions a permis d'augmenter le taux d'offres et de placements dans le pays à 35%, et ce durant le premier trimestre de l'année en cours", soulignant que cette nomenclature est "un acquis important pour le monde du travail au niveau national". Il a ajouté que "cette nomenclature, créée fin décembre dernier, intervient suite au travail d'experts, prenant

en considération les potentialités du demandeur d'emploi", affirmant que "cela peut être mis à jour avec les utilisateurs". Par ailleurs, le ministre a déclaré, lors de sa visite au siège des deux sous-directions des systèmes d'informatique et de recouvrement et contentieux de recouvrement, relevant à l'Agence de la Caisse nationale d'assurance sociale pour les salariés (CNAS), que "les subventions financières incluses dans le fonds national de péréquation des oeuvres sociales (FNPOS) destinées à la construction de l'habitat rural, qui ont été distribués, ce jeudi à Mascara à un certain nombre de bénéficiaires, est le résultat des revenus élevés de la CNAS". M. Bentaleb a également révélé, lors de la cérémonie d'inauguration du siège de l'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) que "l'Etat a alloué environ 28 milliards de dinars sur cinq ans en vue de stimuler l'activité économique

et d'accompagner les entreprises à réduire la valeur des cotisations, où ces mesures interviennent pour renforcer la dimension sociale de l'Etat". Par ailleurs, il a signalé que "l'opération de numérisation de traitement des demandes et des offres d'emplois au niveau de l'agence nationale de l'emploi a permis de conférer une transparence à cette opération et d'alléger la souffrance des demandeurs d'emploi". La visite du ministre à la wilaya de Mascara a permis aussi l'inauguration du siège de l'Agence de wilaya de la caisse nationale de retraite (CNR), avant de recevoir un exposé détaillé sur les prestations fournies par la CNAS. Le ministre a procédé aussi à la remise des arrêtés d'aides financières à plusieurs bénéficiaires du FNPOS, dans le cadre de l'habitat rural et l'habitat promotionnel aidé (LPA) et a reçu un exposé sur le secteur de l'emploi dans la wilaya.

R.E.

ICO

Le prix du café robusta en hausse de 16,8% en avril 2024

Depuis janvier 2024, la hausse croissante des cours du cacao a cristallisé l'attention sur le marché des matières premières agricoles. Sur la période considérée, les prix du café robusta ont également affiché une croissance soutenue. Dans son dernier rapport mensuel, l'Organisation internationale du café (ICO) a indiqué que le prix indicatif composite (I-ICP) du robusta a augmenté de 16,8 % pour atteindre une moyenne de

1,93 \$ la livre en avril. « Il s'agit de son niveau le plus élevé en 45 ans, soit depuis juillet 1979, lorsqu'il s'élevait en moyenne à 1,95 \$ », souligne le rapport. Depuis janvier 2024, les cours du café sur la bourse de Londres étaient sur une pente ascendante, grimant de 49% pour atteindre un pic de 4 546 \$ la tonne le 25 avril dernier avant de descendre progressivement pour clôturer à 3 380 \$ le 07 mai. Comme ce fut le cas pour le cacao, l'une des princi-

pales raisons de cette récente tendance baissière est d'après l'ICO, la liquidation par plusieurs spéculateurs de leurs positions longues sur la matière première afin de récupérer leurs bénéfices. Il convient de rappeler aussi que les tensions sur le marché du café trouvent leurs origines dans les mauvaises prévisions de récolte attendues au Vietnam et au Brésil, respectivement 1^{er} et 2^{ème} fournisseur mondial de robusta, notamment

en raison de la sécheresse qui sévit dans ces deux pays. Dans le pays asiatique, les dernières estimations formulées par le département de l'Agriculture annoncent une chute de 20% de la production nationale de café à 1,472 million de tonnes en 2023/24, soit le plus bas niveau en 4 ans. Pour rappel, le robusta compte pour environ 42% de l'offre mondiale de café qui tourne autour de 10,3 millions de tonnes par an, d'après les données de l'ICO.

Le Laboratoire Central de la «SEAAL» maintient son accréditation «ISO 17025»

Le laboratoire Central de la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL), a vu son accréditation «ISO 17025» de la qualité maintenue par l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), ce qui reflète la qualité et la crédibilité des analyses de la société, a indiqué vendredi un communiqué de SEAAL. Selon la même source, le Laboratoire Central a vu son accréditation ISO 17025 maintenue pour une portée de 43 paramètres, incluant le prélèvement et l'échantillonnage, après un audit rigoureux mené les 17 et 18 avril dernier par des experts de ALGERAC.

«A l'issue de cet audit de surveillance numéro 2 relatif au 3^e cycle d'accréditation, la décision a été prise de maintenir l'accréditation», souligne le communiqué. Cette reconnaissance vient saluer «l'engagement indéfectible des collaborateurs à respecter les normes les plus strictes en matière de qualité et de fiabilité des analyses effectuées», précise la société. A cette occasion, le Directeur général de «SEAAL» M. Lyes Mihoubi, a exprimé sa «fierté de cette réussite», qui témoigne de «l'engagement constant de l'entreprise à maintenir des normes de qualité élevées et à assurer un service

public de l'eau et de l'assainissement fiable et professionnel», selon la même source. Cette réussite reflète également, selon le directeur général, «les efforts déployés par le personnel hautement qualifié pour améliorer en permanence nos processus de contrôle de la qualité de l'eau.» Déterminée à poursuivre sur cette lancée, SEAAL entend maintenir cette accréditation gage de «la crédibilité et de la fiabilité de ses analyses, renforçant ainsi sa position en tant que laboratoire de référence dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Algérie», souligne la société.